

Prolétaires de tous les Pays, unissez-vous !

Internationalisme

*" Sans théorie révolutionnaire
Pas de mouvement révolutionnaire "*

SOMMAIRE :

LA PHASE DU CAPITALISME D' ETAT
LES FRACTIONS DE LA G.C.I. EN FRANCE ET AUX USA
SALUT A " SOCIALISME OU BARBARIE "

COLLECTION

GAUCHE COMMUNISTE DE FRANCE

PRIX : 30 frs

Juin - Juillet 1949

NUMÉRO 43

Correspondance et abonnement : SALAMA, Boîte postale 47/14 Paris

LA PHASE DU CAPITALISME D'ETAT (Seconde période de décadence)

)o(

La physionomie qu'on a esquissé du capitalisme des monopoles s'applique pleinement à l'époque qui s'étend jusqu'à la guerre de 1914. Mais elle vaut aussi, en gros, pour la période qui va jusqu'à la crise mondiale de 1929 et même après, et dans une large mesure jusqu'à la dernière guerre. Cependant, il faut souligner que dès 1914, avec l'économie de guerre, les rapports de l'Etat et du Capital monopoliste, de l'oligarchie, commencent à changer. Le Capital monopoliste est amené à se soumettre à une "discipline" établie par l'Etat. Bien que la fin de la guerre ait amené une contre-tendance et qu'elle ait vu la fin de la plupart des contrôles, la participation économique de l'Etat trouva une nouvelle voie pour s'affirmer - au moins dans certains pays - puisqu'en Allemagne avec la défaite et à cause d'elle, la propriété d'Etat fit son apparition, et qu'en Russie - mais sous le couvert de la dictature du prolétariat, c'est à dire avec un caractère social alors opposé à ce qui se passait ailleurs - elle s'étendit à l'essentiel de l'économie. Ces développements ne furent toutefois, à l'époque, que très limités et ce n'est qu'avec la crise mondiale de 1929 et l'ouverture qu'elle manifestait d'un nouveau cours de guerre que la tendance s'affirma. Dans la partie du monde extérieure à l'U.R.S.S. - c'est-à-dire l'essentiel de l'Economie mondiale - cette tendance prit simultanément la forme d'un "retour" des contrôles du type de ceux de la guerre et d'une élimination de certains secteurs d'Etat, telles que les industries nationalisées en Allemagne. C'était donc un mouvement en deux sens opposés. Sur le plan mondial le capital monopoliste s'intégra étroitement, se synthétisa sous l'effet apparent de la crise, l'Etat entreprenant une réglementation et un contrôle de l'Economie (du Capital). On entre alors dans la période de l'Etatisme (économie dirigée), qui est encore un aspect du monopole. Cette voie est ouverte par la désintégration du marché mondial, par la politique de guerre du monopole. L'Etatisme se traduisit alors par le New Deal, le Nazisme, les diverses variétés de fascisme, et pour la France et la Grande-Bretagne par le système dit de la "monnaie dirigée", qui commencerait, pour sa part, dans le cadre de la démocratie impérialiste. Quant à la Russie, elle s'ouvrit à partir de 1929 à l'étatisation totale qui alla jusqu'à englober l'agriculture et le commerce de détail. On verra par la suite quel est le rapport de cette évolution très particulière avec le cours mondial.

Dès ce moment par conséquent, la nouvelle transformation structurelle du Capitalisme était amorcée, bien qu'à l'époque il ait été malaisé, faute de recul, de s'en rendre compte avec certitude. Le Capitalisme d'Etat commençait à se constituer. Mais cette première phase, toute originelle, restait encore liée au monopole, dont elle était la forme achevée historiquement. Autrement dit elle faisait transition vers la nouvelle période désormais ouverte: le Capitalisme d'Etat. Sans l'engager encore à proprement parler elle l'anticipait et la préparait. L'Etatisme, tout en restant un aspect du monopole, servit en effet - on le voit seulement aujourd'hui avec certitude, mais on le voit clairement - de transition vers l'étatisation du Capital, la propriété d'Etat, à l'échelle mondiale. Cette étatisation devait se réaliser par voie de fusion entre le capital monopoliste et l'Etat. En définitive, c'est à la deuxième guerre mondiale que revint d'approfondir le procès ouvert par la première. La propriété d'Etat commença à dominer la scène au cours de la guerre notamment dans le camp allié puisque la coalition réalisait l'association de la Russie étatiste intégrale et d'une Amérique qui inaugurerait - pour le démanteler ensuite comme on le verra - un vaste secteur de propriété d'Etat. Enfin, dès la fin des hostilités (en 1945), la propriété d'Etat se développa en masse dans toute l'Europe et s'y stabilisa.

Dans les conditions connues en ce début de 1949, on peut - telle est notre thèse - admettre comme hypothèse de travail un certain schéma évolutif. Ce schéma devrait avant tout servir de guide pour la compréhension du nouveau cours de guerre qui fait aujourd'hui transition d'un second à un troisième conflit mondial, mais aussi pour l'appréciation des nouvelles conditions de la lutte des classes et il devrait servir également pour tracer la perspective de barbarie dans l'hypothèse ou elle s'approfondirait au cours de la prochaine guerre mondiale et éventuellement des suivantes; c'est-à-dire dans l'hypothèse de non révolution pendant cette période. Enfin, il jouerait son rôle dans l'examen de la perspective qui lui est alternative et qui doit rester le guide de tout examen de l'histoire et de toute action politique des révolutionnaires, celle du socialisme. Ce schéma, naturellement, dégage les caractères du cours vers le capitalisme d'Etat mais comme tendance par rapport au monopole et à la concurrence, c'est-à-dire de la même manière que celui donné plus haut pour celui-là se situait par rapport à celle-ci.

Le schéma est le suivant:

1. Nouvelle modification des rapports internes du capital. La composition organique du capital s'élevant par la logique même du monopole, et la plus-value continuant ainsi à accuser une insuffisance relative, le système monopoliste tend à se concentrer davantage d'après la même tendance qu'antérieurement. Le cadre monopoliste cesse alors de suffire. Les monopoles sont poussés à s'unir, à se fondre dans un complexe plus large qui soit capable de maintenir l'accumulation, malgré que l'insuffisance relative de plus value s'accroisse rapidement, et que par conséquent le taux de profit continue son mouvement de baisse.

2. Etatisation de la propriété privée. Le cadre approprié à cette concentration supérieure dans un complexe plus vaste que le monopole, c'est l'Etat, puisque déjà le monopole indiquait de lui-même la tendance par sa constitution en oligarchie s'amalgamant avec l'Etat. La formation d'un capital monopoliste concentré dans le cadre de l'Etat conduit à la substitution progressive de la propriété d'Etat à la propriété privée. Cette étatisation du Capital concerne les fondements économiques du capital monopoliste, les industries-clé. L'économie s'étage alors en trois secteurs:

- a. Le secteur étatisé (nationalisé).
il réunit l'essentiel des moyens de production (extraction, transformation, transport) et d'échange (banques, assurances).
- b. Le secteur monopoliste contrôlé.
Il réunit sous le contrôle bureaucratique de l'Etat la part du Capital monopoliste qui n'est pas transférée à ce dernier. Ce secteur reste donc fixé au cadre de la propriété privée. Ici rien n'est donc changé en apparence par rapport au passé. Mais du fait du contrôle d'Etat et de l'association de ce secteur avec le secteur étatisé, il ne d'agit plus désormais que d'une propriété privée dont l'usage est tronqué.
- c. Le secteur libre.
Il est constitué soit par certains éléments monopolistes qui restent plus ou moins libres soit par des éléments continuant à subsister dans le cadre de la concurrence (surtout la petite entreprise et le commerce). Ce secteur reste dominé par la propriété privée.

Ces trois secteurs se complètent et ils constituent surtout cohérent, notamment les deux premiers parce qu'ils forment symbiose. L'ensemble présente en effet une véritable homogénéité. Ainsi le veut le système même de l'Action (qui persiste et prend une nouvelle optique économique), lequel permet à la socialisation de la propriété privée déjà commencée sous le monopole de s'étendre en "socialisation" par l'Etat. Par les participations que permet l'Action, les trois secteurs - au moins les deux premiers - s'entremêlent. Ils "participent" l'un à l'autre, au sens général et au sens technique, parce qu'il y a brassage et échange d'actions entre les entreprises et les secteurs. Ainsi se développe dans toute son ampleur l'amalgame (la fusion) du capital et de l'Etat, sous forme de capital monopoliste étatique: dans un sens en effet, le capital d'Etat prend des parts dans le secteur privé, et dans l'autre le capital monopoliste privé devient associé comme minoritaire au Capital des Sociétés d'Etat qui forment le secteur étatisé. Avec l'évolution à long terme, le secteur étatisé s'étend constamment au détriment des deux autres, même si à court terme il lui arrive de reculer temporairement. C'est ce qui constitue la tendance profonde du capitalisme d'Etat et indique toute sa perspective de développement.

3. Suppression partielle mais croissante de la concurrence.

L'essentiel de l'économie, les éléments fondamentaux de la production et des échanges sont soustraits à la concurrence. Celle-ci descend fort au-dessous du niveau déjà réduit qu'elle conservait encore avec le monopole. En effet, à l'intérieur du secteur d'Etat, le transfert des produits ne se fait plus par l'échange et les répercussions s'en font sentir sur le secteur contrôlé. L'essentiel de la production s'effectue désormais dans le cadre d'une répartition, d'une distribution, et d'une utilisation décidées bureaucratiquement d'en haut, par l'Etat, à travers les secteurs étatisés et monopolistes contrôlés.

a. Secteur étatisé.

Un plan général fixe ses prérogatives, ses attributions. Le secteur n'est plus soumis - on vient de le dire - à l'échange intérieur. La distribution des moyens et l'exécution des tâches s'effectue administrativement. Les produits conservent évidemment le caractère de marchandises mais ceci ne peut être que pour deux raisons: avant tout parce que ces produits sont le résultat de la consommation d'une force de travail qui elle reste marchandise, et aussi parce qu'ils entrent dans l'échange à leur sortie du secteur, lorsqu'ils vont vers les autres secteurs (contrôlé et libre). Mais ils cesseraient d'être marchandise s'ils dépendaient seulement des rapports qui s'établissent entre eux à l'intérieur du secteur d'Etat. Il y a donc dans ces conditions une dégradation, une altération du caractère marchandise des produits bien qu'ils restent marchandise quand même. Les prix de ce secteur, sur lesquels les prix de toute l'économie sont amenés à s'aligner sont établis par l'Etat dans le cadre d'un calcul qui sera examiné plus loin.

b. Secteur monopoliste contrôlé.

La concurrence existe ici avec son caractère monopoliste, mais elle est "éliminée" bien davantage qu'elle ne l'était dans le cadre classique du monopole. En effet, le procès d'étatisation du capital conduit au regroupement, autour des propriétés de l'Etat, des ententes monopolistes, regroupement qui s'effectue dans un cadre professionnel rigide. Des organisations professionnelles se constituent en effet et elles prolongent le secteur nationalisé comme des tentacules par rapport à un corps central. Elles deviennent les rouages du contrôle que l'Etat exerce sur le secteur. Ramifications extérieures, les associations forment un prolongement indirect de l'Etat. Elles constituent un système corporatiste dans des conditions qu'on reprendra ultérieurement. Elles se substituent ou plus exactement s'ajoutent aux anciennes coalitions d'intérêt du monopole, qu'elles élargissent et institutionnalisent, et elles en sont, par conséquent, les héritières et les continuatrices. Ainsi le Plan bureaucratique du secteur d'Etat s'étend-il au secteur contrôlé,

et par là à toute l'économie. Quant aux prix, ils sont alors soustraits au contrôle immédiat du marché et ils sont établis en fonction de rapports directs entre les organisations professionnelles; c'est-à-dire de rapports contractuels d'organisation à organisation. Ils sont ensuite - dans le cadre de ces rapports - fixés par l'Etat par relation avec les prix autoritaires du secteur d'Etat. Ils s'alignent sur eux. La conséquence de ce système rigide est que dans l'interférence qui s'établit en outre avec le secteur encore libre, il apparaît des prix dits "noirs" qui se dissocient d'avec les prix bureaucratiques.

4. Bureaucratisation du marché mondial. A l'inverse de la période où le monopole développait les échanges, le marché mondial est en difficulté. Il régresse sous la poussée des facteurs parasitaires de la monopolisation. Il avait atteint son apogée avec le monopole, et il s'effondre nécessairement en même temps que lui, c'est-à-dire aussi en même temps que s'étend la propriété d'Etat. C'est qu'au plafonnement monopoliste qu'atteignent les forces productives correspond aussi un plafonnement des échanges internationaux. D'ailleurs en même temps que la propriété d'Etat se substitue à la propriété privée, que les moyens de production du monopole sont étatisés, le capital subit de façon croissante le cloisonnement entre les Etats. Les nationalisations successives détruisent en effet la structure internationale, anonyme, du monopole. Elles accentuent la désagrégation du marché mondial. Les liens mondiaux du monopole se relâchent et l'oligarchie monopoliste internationale se décompose, se fractionne en autant d'appareils d'Etat qu'il y a de pays capitalistes, c'est-à-dire de centres autour desquels se concentre le capital de chaque pays. Les barrières édifiées par le monopole se trouvent à leur tour surélevées par l'Etatisation.

Simultanément l'étalon-or se désagrège complètement puisqu'il correspondait à un marché mondial croissant. Il perd donc beaucoup de son objet. L'or, que le monopole tendait à concentrer aux Etats-Unis par le jeu d'inégalités de développement et de taux différentiels de profit, reste alors à l'état de dépôt dans les banques américaines puisque ces banques ont désormais la main sur le marché mondial. Il s'y trouve stérilisé, restant, pour ainsi dire, à l'état de couverture inamovible d'un immense appareil de crédit mondial centralisé par le capital américain. Il s'accumule entre les mains de l'appareil d'Etat qui domine l'économie à une échelle mondiale.

Avec la propriété d'Etat et la contraction de la concurrence - c'est-à-dire dans l'ensemble avec l'altération relative du caractère marchandise des produits - la monnaie perd nécessairement une part de ses attributs marchands. Le signe suffit dans la pratique économique courante. Aussi le papier-monnaie devient-il l'instrument prédominant. Le système monétaire international se résout en un réseau des papiers monétaires nationaux auxquels la bureaucratie de chaque pays rapporte l'exploitation du travail, réseau rattaché au dollar, seule monnaie susceptible pour des raisons historiques

d'un lien bancaire avec le métal jaune. Comme les attaches entre les monnaies acquièrent des formes détournées (par l'intermédiaire du dollar) les rapports monétaires forment obstacle aux échanges directs entre les pays non américains et par voie de conséquence avec les Etats-Unis eux-mêmes. La compensation planifiée par voie bureaucratique se substitue au mécanisme libre de l'étalon-or, et à son tour elle accélère l'étatisation de la propriété, c'est-à-dire le mouvement qui lui avait donné naissance. Au système unique et vaste de la monnaie universelle, système adéquat à la concurrence pa ssée, le capitalisme d'Etat substitue la multiplicité étroite de rapports bureaucratiques bilatéraux. Comme ces conditions font obstacle à une répartition mondiale des produits, le capitalisme est conduit à des plans bureaucratiques internationaux. (type "accords" Schacht ou Marshall). Ces plans font le pendant du système bureaucratique de chaque Etat.

5. Suppression du cadre concurrentiel de la rentabilité.

La propriété d'Etat, en s'étendant aux parties vives de la production et en refoulant le marché à sa périphérie, restreint sur une échelle étendue le système concurrentiel de péréquation par lequel se formait antérieurement un profit moyen. Certes les deux secteurs où domine encore la propriété privée (contrôlé et libre) opèrent encore sur un profit et une péréquation. Mais déjà le profit moyen ainsi établi ne correspond plus aux normes de rentabilité de ces secteurs puisque s'il se forme par péréquation, ce n'est plus désormais uniquement entre les entreprises privées, mais aussi avec le taux de profit comptable du secteur d'Etat, qui lui-même échappe partiellement au cadre concurrentiel de péréquation.

Dans ces conditions ce n'est plus l'ancienne rentabilité individuelle de la concurrence, même celle qu'on trouvait encore sous le monopole, qui règle l'économie. L'orientation, que marquait déjà le monopole, à ce que la rentabilité générale tende à se substituer à la rentabilité individuelle, s'accroît encore bien au delà. Désormais seule compte en principe la rentabilité globale. Celle-ci s'établit à travers les rapports des trois secteurs de l'économie, ou en relation avec les conditions du secteur d'Etat envisagé dans son ensemble. La rentabilité des branches ou entreprises particulières est simplement subordonnée à cette rentabilité générale.

Or, cette dernière offre, aussi bien au point de vue historique que sur le plan économique, une particularité puisque - on le verra encore par la suite - elle est en fait liée à une production dont l'essentiel a pour objet l'armement et la guerre et que par conséquent elle tend à une baisse du niveau de vie général. Il s'agit donc d'une rentabilité qui cesse d'être liée aux conditions d'une production qui se ferait pour des valeurs d'usage destinées à élargir la consommation de l'humanité. Or, ces conditions sont pourtant celles de toute accumulation véritable.

La production de guerre en sortant du cadre de renouvellement ou d'extension de la consommation, ne permet pas en réalité l'élargissement du capital variable. En outre, son objectif économique ne peut être précisément que ce pourquoi elle est valeur d'usage,

- 7 -

c'est-à-dire non pas la multiplication mais l'anéantissement pur et simple (sur des champs de bataille). La rentabilité du capitalisme d'Etat tend donc à négliger plus d'une manière qui serve un élargissement ayant un véritable sens économique. Le nombre des valeurs d'usage créées, et permettant une accumulation future de valeurs d'échange diminue, relativement par rapport à l'ensemble de la production. Sans compter que la "consommation" même des armements (la guerre) se fait désormais à un niveau technique tel que ceux-ci une fois mis en oeuvre détruisent des quantités énormes de moyens de production et de forces de travail, ce qui tend à réduire les bases précédemment acquises de l'accumulation. Des ruines s'annoncent qu'aucune reconstruction ne relève. La guerre ne peut plus dans de telles conditions être considérée comme une simple "dépense" d'Etat, un faux ~~mais~~ improductif. Elle prend une véritable signification économique, qu'elle n'avait pas dans les âges antérieurs du capitalisme. Par conséquent l'établissement de la rentabilité globale puisqu'elle fonde une production stérile en grande partie n'est que la transposition des obstacles à l'accumulation. Elle n'est pas, en ce sens, une vraie "rentabilité". Il faut ajouter que comme les branches et les entreprises perdent leur individualité et qu'il n'existe plus de normes véritables à la rentabilité de chaque production particulière (comme c'était le cas avec la propriété privée) la rentabilité globale elle-même perd à son tour ses normes internes. Les repères économiques s'estompent. Les frontières entre les compartiments de la production deviennent floues. Les prix de revient n'ont en effet plus de sens et les productions déficitaires "disparaissent" noyées dans la masse des autres. Les calculs ne représentent plus une traduction directe de la rentabilité. La production ne sait plus clairement où elle en est. C'est la voie préparée pour la dilapidation des richesses et du travail commun à toutes les décadences.

Les conditions de la propriété d'Etat permettent néanmoins au capital, au moins pour commencer, d'engendrer une nouvelle explosion des forces productives, parce que toutes les barrières de la propriété privée disparaissent. Le monopole avait lui aussi permis une telle explosion à un stade antérieur de la concentration du capital. Celle d'aujourd'hui correspond au but historique de la propriété d'Etat. Cela s'est vérifié en Russie depuis les plans quinquennaux, aux Etats-Unis pendant la guerre. Sans doute assistera-t-on à un phénomène analogue en Asie ou en d'autres régions attardées, ce qui sera susceptible de modifier dans le monde les rapports des états entre eux.

Le nouvel essor des forces productives auquel préside la constitution du capitalisme d'Etat intervient au moment où le monopole entre dans la voie de la stagnation. Au moment où les barrières monopolistes viennent paralyser l'accumulation. En ce sens il vient par conséquent relayer le développement économique considérable que le monopole avait réalisé avant que n'opèrent les entraves qui en formaient la contre-partie et que le monopole érigeait au fur et à mesure de son extension. Mais ce nouveau bond des forces productives, quelle que soit son importance est le fait d'une structure - le Capitalisme d'Etat - qui connaît elle aussi, tout comme le monopole en

son temps, des conditions qui préparent un nouvel arrêt de l'accumulation à prévoir pour l'avenir. Un arrêt susceptible d'intervenir à un niveau supérieur de développement, certes, mais qui pour cette raison-même et pour d'autres sera autrement mortel pour l'accumulation que celui auquel devait aboutir le monopole, et qu'on vit se manifester dès la première guerre mondiale, mais surtout après 1929.

On pourrait dire en retournant ces propositions que la propriété monopoliste du passé stimulait la rentabilité, même si elle lui imposait en même temps des entraves. La propriété d'Etat au contraire la mine pour l'avenir. En effet, la propriété d'Etat ne se maintient en définitive que par un accroissement forcé de l'exploitation. Partout, à l'échelle mondiale, elle permet l'accroissement de l'intensité du travail (Taylorisme, Stakhanovisme, "orientation" professionnelle, aménagement du cadre socio-psychologique du travail). Partout au fur et à mesure qu'elle s'étend, s'allonge le temps de travail et se réduit le salaire réel. La valeur de la force de travail va diminuant ce qui, dans les conditions données, constitue une régression par rapport au monopole. Bref la propriété d'Etat permet une intensification de l'exploitation, et par là elle incite le prolétariat à se détourner du travail, à s'en dé-tacher, voire à le freiner consciemment (sabotage). Le travail se trouve en quelque sorte menacé par la surexploitation sans compter la brutalité policière qui préside à la production d'Etat. Or ceci constitue un fait nouveau pour le capitalisme, puisque le caractère de ce régime dans sa période classique, c'est-à-dire lorsque rég-nait la propriété privée, la "liberté" capitaliste du travail, les garanties personnelles et l'accroissement du niveau de vie, etc..., était précisément de stimuler considérablement le travail.

Néanmoins, demeure la faculté initiale du capitalisme d'Etat de stimuler le développement des forces productives. On ne doit pas l'ignorer. Or cette faculté tient aussi - en dehors de celles ex-aminées ci-dessus - à une condition précise: la minimisation des formes parasitaires du capital par la propriété d'Etat. La rentabilité de la production capitaliste trouve en effet un stimulant particulier dans le fait que l'étatisation du capital permet de réduire au maximum la part de plus-value accumulée par le capital industriel qui traditionnellement, loin d'être employée à un élar-gissement direct de la production, venait en partage à des formes non productives (intérêt, rente, part du profit commercial, sur-profit monopoliste), formes dont l'existence se fondait sur la propriété privée. Le capital industriel, devenu capital d'Etat, peut accumuler une plus-value plus forte. La production sociale se trouve allégée du poids des classes qui correspondaient aux formes parasitaires: bourgeoisie foncière, bourgeoisie commerçante, bour-geoisie financière et monopoliste.

Le Capital d'Etat y trouve un avantage considérable parce qu'il peut, en même temps qu'il centralise une part plus grande de la plus-value existante, accentuer la baisse des salaires, c'est-à-

9

dire gonfler encore la plus-value, mais cette fois-ci en l'accroissant en valeur absolue. De plus, s'il y parvient, c'est tout en réduisant le niveau de vie ouvrier dans une proportion moindre dans la mesure où il rejette une partie de cette baisse sur les formes non-productives du capital. Telle est la signification générale de la tendance. Par là l'accumulation se trouve stimulée, et en même temps elle se soulage aussi des autres poids qui pesaient sur elle. En définitive, le capital d'Etat rejette une partie de la baisse du niveau de vie ouvrier sur le capital foncier, par les lois de maximum sur les loyers qui permettent d'abaisser les salaires sans porte pour les travailleurs. Simultanément, il soutient le profit du capital engagés dans l'agriculture, puisque l'uniformisation de la rente veut qu'on impose en même temps qu'une fixation des loyers un maximum sur les fermages ou qu'on stimule l'investissement agricole par les subventions aux produits. Ainsi on pèse sur le prix des subsistances alimentaires, ce qui agit aussi sur la baisse des salaires puisque la baisse des premiers entraîne celle des seconds. C'est un aspect important des nouveaux rapports entre les formes du capital, mais il en est d'autres. Pour sa part, la politique du faible taux d'intérêt que permet la concentration étatique du Capital allège également le profit industriel et permet une extension accrue de la propriété d'Etat. L'empiètement général du profit commercial sur la production est à son tour minimisé par l'établissement d'un vaste réseau coopératif. Enfin la nationalisation des banques et des monopoles permet d'éliminer l'édifice financier du capital monopoliste et avec lui aussi bien tout l'atirail parasitaire dont il s'asservissait (finance, distribution, etc...) que les petits producteurs arriérés que le monopole maintenait dans l'exploitation monopoliste sans les exproprier.

Mais le propriété d'Etat en se développant peut faire plus que minimiser les formes parasitaires du capital. Tant qu'il ne s'agit que de cela, que l'accumulation n'exige pas davantage, la propriété d'Etat se limite à la production des moyens de production notamment les principaux, c'est-à-dire en définitive à la Branche I. C'est alors la formation d'un système corporatif dans le secteur contrôlé, système comportant avant tout une organisation coopérative pour la consommation et l'agriculture, qui permet de réduire le prélèvement que les formes parasitaires du capital opèrent sur la plus-value. On retrouvera ces conditions plus loin en détail au paragraphe qui traite de l'Etat. Mais l'accumulation peut exiger davantage. L'étatisation doit aller plus loin. Un pas de plus est alors fait au moment où le règlement étatique des rapports entre les différentes formes du capital amène l'étatisation de la terre et la suppression du capital privé dans la distribution (U.R.S.S.). Fermes et boutiques d'Etat d'un côté, H.B.M. et coopératives de l'autre, remplacent désormais l'entreprise et la propriété privée des secteurs contrôlés et libres. Les rapports entre les formes productives et non-productives du capital s'établissent alors à l'intérieur du secteur d'Etat et font simplement l'objet d'un artifice comptable de l'état dans des conditions optima d'imputation à l'accumulation.

10

De toute façon, que le secteur d'état soit seulement un secteur parmi d'autres, ou qu'au contraire il domine pratiquement la presque totalité de l'économie, c'est en définitive le Capital d'Etat qui procède à l'accumulation pour toute la production. Si au secteur d'Etat sont associés des secteurs où règne encore la propriété privée, alors le capital d'Etat draine une partie de l'accumulation réalisée actuellement et antérieurement dans ces secteurs. L'accumulation part de l'Etat, passe par l'Etat, est impulsée par lui. La direction bureaucratique et la concentration le permettent au premier chef; mais aussi la pratique de l'impôt spoliateur. Ce drainage - fiscal et autre - joue alors pour le compte du Capital d'Etat un rôle comparable à celui que jadis tenait sous le monopole le prélèvement d'un surprofit sur le secteur concurrentiel. Mais le résultat en va désormais à la bureaucratie, c'est-à-dire à la partie de la société qui est seule à incarner le capital, les classes associées à la propriété privée étant désormais subjuguées ou éliminées.

Ainsi se trouve assurée la productivité, à travers l'extension du secteur d'Etat et par les voies propres à l'étatisation du Capital. En même temps, une armée de bourgeois: financiers, industriels, fonciers ou rentiers, sont jetés hors de la propriété privée, sont expropriés. Cela se produit à mesure que la propriété d'Etat s'étend en dimension. Tous ces éléments de la société bourgeoise traditionnelle sont désormais voués au salariat, soit parce qu'ils deviennent de nouveaux prolétaires et contribuent à leur tour à l'accumulation d'Etat, soit parce qu'ils s'assimilent à la nouvelle structure dont se recouvre le Capital et se transforment en participants "salariés" à la plus-value d'Etat. Ils s'intègrent alors à la bureaucratie.

D'autre part, au fur et à mesure que la propriété d'Etat se substitue au monopole, les modalités de l'accumulation propres à ce dernier disparaissent. Par exemple, il ne se forme plus - par rapport à l'insuffisance absolue de plus-value - de surabondance relative, et ainsi cesse la nécessité monopoliste d'exporter du capital, nécessité qui supposait les limites que la propriété privée monopoliste imposait à l'investissement. Cette situation supposait, en effet, le prélèvement monopoliste d'un surprofit qui ne pouvait se réinvestir dans le cadre interne du monopole. Dès l'instant que le monopole privé disparaît cette nécessité n'est plus. Donc l'exportation de capitaux et le placement étranger cessent et avec eux le système de positions créancières qu'on avait connu avec le monopole et qui faisait des Etats avancés les exploiters du travail de tous les pays où ils avaient investi leurs capitaux. L'étatisation de la propriété va de pair avec la liquidation des avoirs extérieurs, des portefeuilles étrangers de chaque pays. L'"impérialisme", au sens économique étroit, au sens historique auquel l'avaient entendu HILFERDING et LENINE, entre à son tour dans le passé. Un autre mode d'exploitation s'y substitue qu'on examinera en fin de ce travail. Il procède d'une part de la guerre qui devient le moyen direct de prélever les produits matériels de la plus-value (réparations, livraisons, démontages d'usines et pré-

lèvements de moyens de production, déportation d'ouvriers, etc...) et de l'autre de l'amalgame bureaucratique des titres de propriété des différents secteurs d'Etat nationaux au bénéfice des plus puissants. Ainsi chaque Etat recherche-t-il un élargissement par rapport aux autres ouvrant par là les voies à une stagnation future des forces productives.

6. Dénaturation du prolétariat.

La propriété d'Etat, en assumant la fusion du capital monopoliste et de l'Etat, en permettant l'élimination des couches parasitaires du capital, continue et approfondit sur une nouvelle base une tendance déjà amorcée par le monopole: la tendance à la dissociation du travail selon des différentiations techniques et à la répartition "salarisée" de la plus-value. Le phénomène pris dans son ensemble se présente sous trois aspects:

- a. Agglomération de la bureaucratie des monopoles à la bureaucratie d'Etat. En effet, la bureaucratie des entreprises étatisées se fond dans la bureaucratie d'Etat et en devient alors une partie. Elle constitue une nouvelle branche de l'appareil, branche qui est amenée à devenir par un développement croissant, le fondement économique et social de l'Etat. C'est la bureaucratie économique proprement dite.
- b. Approfondissement de la différenciation des tâches. D'un côté, la formation d'une bureaucratie exploitrice "salarisée", a pour effet de produire un "salaire" d'exploitation et de diviser ainsi le salariat entre exploités et exploités. Cela constitue un phénomène nouveau d'une extrême importance. D'un autre côté, les couches formées par les qualifications diverses du travail, couches que le monopole avait déjà séparées, (ingénieurs, techniciens, spécialistes, manoeuvres) se re-dissocient toujours davantage.
- c. Formation d'un sous-produit, d'une forme dérivée, du travail salarié: le travail forcé. Un secteur concentrationnaire (secteur minoritaire) s'installe dans les pores de la société, comme partie intégrante du secteur Etatisé. C'est une variété du travail salarié puisque le travail ne fait l'objet d'aucune condition économique ou juridique différente de celle engendrée par le capital, et que la situation des concentrationnaires ne se maintient pas par voie de filiation (il ne s'agit en aucun cas d'un "esclavage"). Cette condition est le propre du travail capitaliste.

On est bien en présence, dans l'ensemble, d'une dénaturation du prolétariat. En effet, la substitution aux formes traditionnelles de distribution de la plus-value de formes ayant l'apparence du "salariat" (répartition indirecte de plus-value) fait que la condition économique des ouvriers devient la même que celle des ex-

ploteurs, ce qui a pour effet d'altérer leur situation à l'égard de la propriété et de la lutte des classes. D'autre part, la composition sociale du prolétariat en couches diversifiées s'établit en fonction de la dégradation du travail et non par du progrès de la technicité. La naissance et la présence d'un secteur concentrationnaire traduisent - le travail forcé étant une forme inférieure au travail libre par le rendement - la difficulté de l'accumulation et elles ouvrent dès maintenant la voie à la régression future (régression tendancielle) du rendement du travail et de la rentabilité. Plus le travail est contraint, moins, en effet, il produit. Mieux, la seule apparition de ce secteur prouve que le problème est déjà posé.

Il faut ajouter que de son côté le secteur "libre" du travail cesse d'ailleurs plus ou moins d'être effectivement libre. Le travail devient l'objet d'une réglementation d'Etat, et si un système concentrationnaire existe, c'est simplement parce qu'il sert de prolongement à la bureaucratisation du travail libre (livret de travail, interdiction de transférer, règlement du travail, syndicalisation obligatoire, etc...). Mais il faut aussi voir une dégradation du travail dans la forme "salarisée" bureaucratique, que prend l'activité des représentants du capital, c'est-à-dire du capital d'Etat. Car la répartition salariale de la plus-value dégrade également le travail d'entreprise, de direction de l'économie, parce qu'elle ne constitue pas - ce qui est grave puisque la production reste comme jadis liée aux intérêts particuliers des représentants du Capital - un stimulant qui d'une part soit comparable à celui du profit et de l'autre puisse dégager la production du parasitisme bureaucratique que le monopole préparait déjà. Le parasitisme bureaucratique a désormais les voies ouvertes à travers toute la société. En éliminant les classes liées aux formes parasitaires du capital privé, la bureaucratie n'a fait que substituer une forme plus avancée de décadence à une autre.

7. Réduction du champ d'opération de la loi de la valeur.

La propriété d'Etat des moyens de production altère - on l'a vu - le caractère de marchandise des produits dans la mesure où ceux-ci ne sont plus - à l'intérieur du secteur nationalisé - un objet d'échange. Et de ce fait, le calcul des coûts de production perd, au point de vue capitaliste, le sens qu'il avait toujours eu. Mais alors dans ces conditions, les prix, à leur tour, cessent d'avoir leur sens économique traditionnel. Hier, ils représentaient des mesures déviées de la valeur des produits, parce que celle-ci, par l'échange et dans le mécanisme de péréquation qui présidait à la formation d'un profit moyen, se transformait en coût de production. En définitive, c'est cela que voulait dire: "Loi de la valeur". Aujourd'hui - avec le capitalisme d'Etat - les prix n'ont plus de rapports directs avec la valeur des produits. On est ici bien plus loin qu'avec le monopole sous lequel pourtant la loi de la valeur était déjà largement altérée. Le lien mécanique qui - quand il y avait concurrence et propriété privée - rattachait la formation des prix à la loi de la valeur, à travers la péréquation, s'est en effet partiellement rompu.

Ce qui évidemment existe, c'est un certain rapport entre les prix et les quantités de travail dépensées dans l'ensemble de la production étatisée, et c'est à ce titre qu'on peut dire que les prix procèdent toujours de la valeur. Rien en effet ne transgresse les lois du Capital dans leur fondement. Seulement, il s'agit de toutes autres conditions que celles qui correspondaient à la propriété privée et à la péréquation.

En réalité les calculs économiques du Capital d'Etat ne dépendent, ultimement, que des conditions globales de l'accumulation, c'est-à-dire de la rentabilité de la production d'Etat prise dans son ensemble, comme un tout. Ils cessent d'être étroitement surdordonnés (comme cela était dans le cadre passé de péréquation d'un taux de profit), aux conditions de la production individuelle de chaque produit; même si la gestion maintient l'autonomie comptable de chaque unité de production. Voilà où est le bouleversement profond qui signifie la réduction du champ d'opération de la loi de la valeur.

Pourtant, les conditions qu'on vient de dire - bien qu'elles aillent à l'encontre de la Loi de la valeur - signifient seulement une réduction du champ d'opération de cette Loi. Non pas une "disparition" de la Loi, qui voudrait dire la fin du régime capitaliste. En effet, la propriété d'Etat n'altère, par rapport à la propriété privée, que la condition des moyens de production. Elle ne change rien ni à celle des biens de consommation, ni à celle de la force de travail.

En effet, dans le système de propriété d'Etat, seuls les moyens de production font l'objet d'une altération de leur caractère de marchandise. La "nationalisation" affecte pratiquement les industries de base (mines, transports, industrie lourde, etc...). Autrement dit, c'est la production de moyens de production (Branche I) qui, instruments et produits compris, renonce partiellement à son caractère marchand. Même dans le cas - qui plus est - où l'étatisation s'étendrait jusqu'aux biens de consommation, c'est-à-dire à la Branche II de la production (et même, c'est la situation extrême, dans le cas où toute la production, dans son entier, passerait de la propriété d'Etat) de toute façon, seuls les moyens de production de cette Branche seraient intégrés aux nouvelles conditions, car les produits - les biens de consommation - n'en dépendent en rien, puisqu'à l'inverse des moyens de production produits ils ne sont pas destinés à rejoindre un autre compartiment du secteur d'Etat, mais au contraire à s'échanger contre la force de travail. Par conséquent, on peut déjà en première approximation dire ceci: ne cèdent directement une part de leur caractère de marchandise que les moyens de production existants et les nouveaux qu'on produit. Voilà déjà une première raison pour laquelle il y a seulement "réduction du champ d'opération" de la Loi de la valeur.

Mais une autre raison encore l'explique. C'est que même si les moyens de production perdent les caractères directs de la marchandise - parce qu'ils cessent d'être échangés entre eux et font

seulement l'objet d'un transfert intérieur à l'immense et unique atelier collectif du Capital d'Etat - ils conservent une essence marchande du fait de leurs rapports avec les biens de consommation - qu'ils servent à produire - et avec la force de travail qui les a produit et les reproduit à leur tour en transférant leur valeur. Or, biens de consommation et force de travail s'échangent l'un contre l'autre; ils continuent les uns et les autres d'être marchandises. Ainsi se reproduit le force de travail laquelle est consommée par une forme du Capital dont la provenance historique a été la fusion progressive du Capital privé monopoliste dans un complexe synthétique dont l'Etat forme l'armature. Autrement dit la force de travail est toujours vendue et achetée, consommée contre un salaire, et c'est là le caractère spécifique du régime capitaliste puisque celui-ci a commencé dans l'histoire avec l'entrée de la force de travail dans le procès d'échange et sa transformation ultérieure en la source même de l'échange et de la valeur. Ce régime se poursuit tant que cette force demeure - quelles que soient les autres conditions - dans la même position économique. Donc, hormis la condition propre aux moyens de production dans les rapports internes au secteur d'Etat, rien n'a été changé par la propriété d'Etat aux rapports capitalistes. Seule, pour ainsi dire, la structure du Capital constant et de la plus-value a été se modifiée. Mais n'ont changé en rien: ni la structure du Capital variable, ni surtout - ce qui est essentiel - les rapports réciproques du capital constant, du capital variable et de la plus-value. Autrement dit, dans le cadre d'une réduction du champ d'opération de la loi de la valeur telle qu'elle affecte la BRANCHE I, les rapports caractéristiques du système capitaliste ont subsisté. Sur le fond, les moyens de production conservent le caractère de Capital, c'est à dire de travail passé accumulant de la plus-value.

Par voie de conséquence, la monnaie subsiste elle aussi, sous la forme adéquate, on l'a dit, à la propriété d'Etat: le papier monnaie. Elle n'apparaît, du fait de l'étatisation, dans les calculs internes de la Branche I que sous sa fonction d'unité de compte. Mais elle opère comme par le passé dans les rapports, entre les produits de la Branche II et la force de travail - elle va de mains en mains dans l'échange - ou encore à propos de certains des transferts du capital propres aux deux secteurs que domine encore la propriété privée.

Mais puisque les conditions de la production capitaliste se prolongent dans le cadre ainsi modifié par la refonte structurelle, il en va nécessairement de même pour les conditions qui en découlent dans la répartition ainsi qu'à l'égard des conditions subjectives de l'économie. En effet, la consommation de la force de travail par le Capital d'Etat - pour tout le secteur où celui-ci domine - produit une plus-value sociale (c'est-à-dire: globale) qui, en l'absence de propriété privée et de péréquation ne se répartit plus en fonction du profit dans tout le secteur d'Etat. A la place du Capital individuel engagé et du profit distribué, on a désormais, dans tout ce secteur, poste bureaucratique et appointe-

ment. En d'autres termes, on n'a plus de répartition de la plus-value totale d'après le capital individuel et la propriété privée: une partie de la plus-value reste anonymement entre les mains de l'Etat, capitaliste collectif unique, et elle sert à l'élargissement, tandis que le reste est distribué selon les différences d'appointement et de privilèges (logement, automobiles, vacances, etc...) qui sont le propre de la hiérarchie bureaucratique de l'Etat. Comme d'autre part, il existe des secteurs privés, notamment un secteur monopoliste contrôlé, il doit se former une égalité générale des revenus, c'est-à-dire, d'un secteur à l'autre, entre profits privés et traitements d'Etat.

Les conditions requises sont réunies par le fait que le secteur monopoliste contrôlé - accentuant en cela une pratique déjà amorcée à l'époque des monopoles - bloque lui aussi dans le cadre des sociétés monopolistes la part de plus-value destinée à l'élargissement. Une première conséquence s'ensuit immédiatement, à savoir qu'une partie de cette plus-value se trouve draguée sur le champ vers le secteur d'Etat par les impôts spoliateurs sur le revenu ou le Capital, ce qui contribue à amalgamer les deux secteurs et ouvre les voies à un mode commun de distribution des revenus du Capital. Mais une autre conséquence est que la part non bloquée - celle qui est perçue comme revenu par les Capitalistes - peut s'égaliser avec les traitements des bureaucrates d'Etat. Le Capital privé donne alors plus ou moins l'impression à ses possesseurs d'être simplement la source d'un traitement tout comme le Capital d'Etat. Automobile, déplacement, loyer, etc... du capitaliste sont inscrits comme frais généraux de son entreprise, tout comme il en va pour la bureaucratie. A ce titre, le secteur contrôlé devient l'envers du secteur d'Etat. En outre, puisque l'accumulation privée du capital individuel ne joue plus le même rôle qu'avant, un système collectif doit se substituer à la prévoyance personnelle. La "Sécurité sociale" qui concentre la part d'accumulation destinée à couvrir les périodes improductives de la vie des bureaucrates - remplace le revenu de la propriété et la famille dans leur rôle de sécurité et d'épargne. Forme de sécurité adéquate à la distribution salariale de la plus-value, elle est étendue des bureaucrates à tous les salariés, exploités comme exploités, c'est-à-dire, aux ouvriers aussi. Ainsi le Capital d'Etat double-t-il tous les salaires individuels d'un salaire collectif. La bureaucratie trouve alors une situation stable dans laquelle le remplacement de la propriété privée par la propriété d'Etat se poursuit avec toutes ses conséquences. Mais avec ce système, les exploités, les individus qui vivent de l'exploitation, bureaucrates et capitalistes individuels, peuvent se déplacer d'un secteur à l'autre (de l'étatisé au privé), et c'est dans ce mouvement que le mobile personnel de l'avancement bureaucratique tend à supplanter le mobile du profit. Comme on l'a déjà dit, ce mobile administratif est moindre que celui du passé. Sur lui pèse le poids de la fossilisation inhérente à toute bureaucratie. C'est ici que vient opérer à plein l'incohérence d'un système qui, du fait de la confusion des branches de la production étatisées, a perdu les normes de calcul et les repères qu'apportait jadis le cadre intégr-

ral de la Loi de la valeur (rentabilité individuelle). A l'inverse de ce qui se passerait avec le socialisme où, d'un côté, il n'y aurait pas de bureaucratie et où, de l'autre il y aurait - les branches de production étant, ici aussi, confondues - strict calcul préalable des quantités de travail dépensées; il y a dans le Capitalisme d'Etat assimilation économique des activités les unes aux autres sans rapport direct à la rentabilité. Le bureaucrate en effet n'a, à l'inverse du capitaliste privé, aucune visée personnelle sur l'élargissement de sa production propre. Il ne se surordonne pas à un marché. Il ne conduit pas une production qui se fasse (individuellement) "pour la production". La "conscience" de la bureaucratie, en tant que corps social la conduit à inventer des stimulants artificiels (primes, honneurs, compétitions, etc...) qui prouvent - car on ne fustige que les soursiers fatigués - combien à long terme la bureaucratisation du capital est grosse d'un arrêt de l'élargissement.

La réduction du champ d'opération de la Loi de la valeur, en particulier dans ses effets sur le développement de l'économie et l'accumulation marque ses conséquences à propos des crises du Capitalisme. Avec la concurrence et le monopole les ajustements entre les branches de la production, notamment l'ajustement général entre moyens de production et moyens de consommation (Branche I et Branche II) se réalisaient au cours de crises cycliques successives, lesquelles reconstituaient la production sociale à travers l'anarchie du marché. La production et la consommation étaient donc réglées avec un certain "automatisme" dans un cadre d'ensemble par des crises cycliques qui les ajustaient "a posteriori". Dans les conditions du capitalisme d'Etat, au contraire, il y a un renversement relatif, puisqu'un Plan général préside au secteur d'Etat, et par là à l'ensemble de l'économie. Dès lors la production tend à s'ajuster à la consommation suivant un calcul et une procédure bureaucratique "a priori". Autrement dit, les mouvements cycliques classiques cessent de se produire, sous réserve de mouvements toujours possible d'oscillation. Il y a désormais crise permanente dans le cadre de laquelle les fluctuations cycliques du type ancien sont précisément minimisées au point de perdre quelque peu leur sens économique et historique (politique du "plein emploi"). mais où apparaît un nouveau type de crise - si l'on tient à ce mot - c'est-à-dire de difficultés permanentes d'ajustement. Ce nouveau type est caractérisé par deux traits essentiels:

a. la guerre semi-permanente.

Elle réalise à l'échelle mondiale les ajustements économiques imposés par un système dans lequel la direction dominante de la plus-value est constituée par l'armement. Elle double les Plans bureaucratiques internationaux. Ceux-ci n'opèrent, en effet, que dans le cadre de la préparation et la conduite des guerres mondiales. Leur application conséquente est rendue impossible par les conflits accrus entre pays, conflits que développe sur le plan mondiale la fusion progressive du capital et de l'Etat dans chaque pays.

b. La distorsion bureaucratique.

C'est le déséquilibre inhérent à toute entreprise d'un appareil entre les prévisions et les réalisations des Plans (locomotives sans roues, vestes sans pantalons, chaudière sans navires). Naturellement, ces conditions prévalent d'autant plus que le secteur d'Etat l'emporte davantage sur le secteur monopoliste contrôlé. Dans la mesure où celui-ci a encore une large importance, les formes anciennes du déséquilibre cyclique viennent - mais avec un effet amoindri - se superpose aux distorsions.

Le caractère de cette situation - caractère dérivé de la réduction du champ d'opération de la Loi de la valeur - est de ne présenter qu'un déterminisme très général. Le Capitalisme d'Etat, ses crises, n'ont pas de "lois" au sens où jusqu'en 1929, on pouvait parler d'une loi capitaliste des crises cycliques. Ces conditions d'inscrivent dans le cadre historique des difficultés d'accumulation et du déclin tendancielle de la rentabilité. On est en présence d'un état de vivre quotidien du capitalisme. Il y a crise permanente.

8. Absorption de l'économie (Société Civile) par l'Etat.

Dans la mesure où l'Etat devient propriétaire des moyens essentiels de production et d'échange, où il étend constamment sa propriété ainsi que le contrôle qui la complète, il tend à faire disparaître l'opposition traditionnelle entre Etat et Société civile. A la limite, lorsqu'il devient propriétaire intégral il la supprime complètement. Du temps de la propriété privée en effet, l'Etat était "à l'extérieur" de la Société Civile (l'économie) puisqu'en tant que puissance "publique" il se situait "hors" de la propriété. Réciproquement, les rapports capitalistes de production trouvaient leur sanction juridique précisément dans la propriété privée, c'est-à-dire à leur tour hors de l'Etat. C'est cette situation que liquide progressivement la propriété de l'Etat.

Avec les nouvelles conditions, à partir du moment où elles prévalent, l'Etat prend en effet dans l'histoire - et c'est aussi un fait nouveau - un double aspect: économique et politique. L'aspect politique n'est, sur le plan général, pas changé en principe par rapport au passé. On reste pour l'essentiel dans toute la tradition historique de la Société capitaliste. Par contre, l'aspect économique de l'Etat est entièrement nouveau, car il ne s'agit plus seulement des conditions anciennes qui voulaient: soit que l'Etat dépendit de toute façon de l'économie par l'impôt et par l'emprunt, ou que plus généralement il reflétait les rapports d'exploitation. Il s'agit au contraire des conditions concrètes du fonctionnement de l'économie: l'Etat en devenant propriétaire se substitue aux anciennes classes exploitatrices du Capital. Il est désormais la production et l'exploitation. En effet, la bourgeoisie monopoliste est liquidée et elle est remplacée par le complexe formé par la bureaucratie économique des monopoles et l'Etat fusionnés. La bureaucratie des monopoles ne peut - au point de vue historique - relayer la bourgeoisie qu'en réalisant cette fusion, c'est-à-dire,

justement en faisant par là même cesser l'opposition entre l'Etat et la Société Civile. Elle ne peut supplanter la bourgeoisie en tant que classe dans la société. Il lui faut en effet passer par l'Etat. Autrement dit, elle est soumise, subordonnée à l'Etat. En ce sens - qui est le sens profond et vrai - bureaucratie économique des monopoles n'est pas une "classe", et elle n'aspire pas à construire un ordre de classe, son ordre à elle. En effet, les classes se situent toujours, quelles qu'elles soient, non seulement par des relations de production mais aussi dans une opposition par rapport à l'Etat. Toute classe qui est économiquement la plus forte à un moment donné se situe dans la Société Civile, c'est-à-dire hors de l'Etat et par définition se subordonne l'Etat. Or, ici, c'est une situation inverse puisque la bureaucratie économique réalise son aspiration historique à la domination de la société capitaliste, non pas en se situant dans la Société, mais en s'entremettant dans l'absorption de la Société par l'Etat; C'est-à-dire en se faisant du même coup agent de sa propre absorption.

Il s'ensuit en tous cas une conséquence, c'est qu'à partir du moment où l'Etat est propriétaire de l'essentiel des moyens de production, où la propriété d'Etat a dépassé un certain seuil, la théorie de Marx, qui provenait précisément d'un entendement des sociétés divisées en classe, c'est-à-dire qui, jugeant le capitalisme du 19ème siècle et son passé, voyait très justement dans l'Etat, l'instrument "extérieur" de répression, instrument tombant toujours sous le contrôle de la classe du capital qui était économiquement la plus forte; la théorie de Marx, donc, perd en partie sa validité historique. Elle reste pleinement valable pour le passé mais ne se conserve pour l'avenir qu'un sens ou elle atteint - et elle se trouve par là-même confirmé - à son propre aboutissement, c'est-à-dire la notion que l'Etat tend à s'émanciper et à devenir l'entrepreneur direct de l'exploitation. Et cette confirmation s'étend ainsi à son extrême puisque du même coup elle va jusqu'à enterrer définitivement la théorie bourgeoise (aujourd'hui paradoxalement revalorisée par l'idéologie du Capitalisme d'Etat) laquelle voyait dans l'Etat l'expression des intérêts généraux et l'exercice d'une fonction d'arbitre située "au-dessus" de la société. En effet, le Capitalisme d'Etat apporte, à l'encontre de ce qu'il prétend dans sa conscience de soi, la preuve que l'Etat n'avait pu être en général que l'instrument d'une classe de la Société, puisque dès qu'il cesse d'être cet instrument ce n'est pas à une position de surplomb par rapport à la Société qu'il atteint: il l'absorbe au contraire et la fait disparaître. Cette situation prend date dès l'instant que l'Etat se confond avec la forme dominante de l'exploitation capitaliste.

Par conséquent, il faut aujourd'hui renverser l'optique sous laquelle on avait considéré le Capitalisme dans ses périodes antérieures et sous laquelle, d'ailleurs, on doit toujours le considérer quand remontant dans le passé on fait de l'histoire. Hier c'était l'économie qui conditionnait et expliquait l'Etat, mais celui-ci posait pour sa part un problème extérieur à l'économie. De nos jours - ce sera vrai dans l'avenir surtout - il commence

d'en aller différemment. Les rapports de l'Etat et de l'économie restent évidemment les mêmes - il n'en saurait être autrement - mais c'est du point de vue du premier (et non plus seulement du second) qu'il faut considérer toutes les conditions d'ensemble selon lesquelles fonctionne le système capitaliste. Désormais, c'est en effet par rapport à l'Etat qu'elles opèrent. Et c'est pourquoi on en a reporté ici même l'examen, c'est-à-dire, dans ce paragraphe 8 qui traite de l'Etat, alors que les questions correspondantes avaient été traitées, pour les périodes de la concurrence et du monopole, dans les autres paragraphes, notamment ceux qui se rapportaient à la loi de la valeur.

Il faut partir du principe dégagé au cours des paragraphes précédents. Savoir, que la fusion du Capital monopoliste et de l'Etat assure la perpétuation du régime capitaliste, c'est-à-dire, la continuation de l'essor des forces productives et de l'accumulation, ce qui se réalise par une double voie: d'un côté l'accentuation de l'exploitation du travail, et de l'autre la concentration la plus achevée du capital, mais d'une façon telle que cette concentration atteigne par une minimisation des formes parasitaires du Capital (argent, foncier, commercial, monopoliste) un niveau qui permette une accumulation de plus-value correspondant aux exigences de la composition organique. Ces deux aspects sont complémentaires, l'un ne peut aller sans l'autre et réciproquement.

Cependant, la propriété d'Etat, l'étatisation, ne se développent pas - c'est un fait d'expérience - d'un seul coup, subitement. En réalité, la propriété d'Etat s'étend par palliers au fur et à mesure de guerres mondiales. Un secteur d'Etat se constitue en effet qui, par étapes successives et avec des flux et des reflux, gagne dans une perspective historique sur les secteurs de propriété privée, et ceci au fur et à mesure que se consolide et s'élargit la bureaucratie. Mais le phénomène le plus caractéristique de ce processus, c'est que, tandis que le capital monopoliste va en rétrogradant, ou pour mieux dire se transforme en capital d'Etat, ce qui en subsiste comme capital privé proprement dit change d'hy sionomie également.

Le secteur monopoliste contrôlé prend en effet une structure particulière qui est à son tour adéquate au contrôle de l'Etat et à la nouvelle orientation du Capital, structure qui permet l'ajustement et la complémentarité des trois secteurs dans un tout homogène. C'est un aspect important du Capitalisme d'Etat, parce que concernant sa genèse, il trace les lignes de son aboutissement.

Quelle est cette structure? La structure corporatiste.

En effet, dans le même temps que l'Etat prend sa nouvelle place dans l'économie, que le secteur d'Etat se forme, on voit se constituer autour de ce dernier, dans son prolongement, c'est-à-dire, selon un faisceau de lignes qui prolongent chaque branche de la production d'Etat, un réseau d'organisations corporatives. Il faut entendre par là des associations monopolistes qui en partant

DU MONOPOLE proprement dit - du cadre des trusts et des Cartels hérités du passé - le réorganisent sur un plan professionnel, c'est à-dire, branche par branche, profession par profession.

A quoi correspond cette structure et le réseau des institutions qui la constituent? Justement, à l'expression des conditions nouvelles de la loi de la valeur qui font que les moyens de production deviennent propriété d'Etat: c'est-à-dire, la réduction de son champ d'opération. Par là, le réseau corporatif ne fait que refléter l'étatisation.

En effet, avec la propriété d'Etat, les prix - on le sait - n'expriment plus les valeurs selon la même situation qu'autrefois, puisqu'ils n'obéissent plus aux mêmes conditions de péréquation (formation de profit moyen). Ceux du secteur d'Etat font l'objet de fixations bureaucratiques. Dans ces conditions, l'ajustement des catégories sociales de la valeur (capital constant, capital variable, plus-value) implique pour se faire que des fixations analogues interviennent également dans le secteur monopoliste contrôlé. C'est justement à quoi correspond la structure corporative comme on le verra par la suite. Bref, ces prix des deux secteurs doivent se correspondre dans le cadre (désormais réduit) du champ d'opération de la loi de la valeur et s'établir d'après un ajustement bureaucratique. Il ne faut pas oublier d'ailleurs que les conditions du monopole prévalent encore - naturellement - dans la formation des prix du secteur contrôlé. Rien n'est changé à cet égard, bien entendu. Ce sont au contraire les prix d'Etat, qui, dans leur détermination bureaucratique, prennent à leur tour, par leurs rapports avec les prix du secteur contrôlé, un sens proprement monopoliste. Le Capitalisme d'Etat, c'est en effet le système du monopole d'Etat du Capital.

Il faut donc examiner la structure du secteur contrôlé, et l'envisager dans ses rapports avec l'étatisation. A ce propos, il ne faut pas seulement dégager les relations générales des secteurs entre eux, mais aussi comprendre et montrer comment en fait le système corporatif qui coiffe le secteur de propriété privée, est, dans le Capitalisme d'Etat, et une fois données les conditions de la loi de la valeur, le moteur réel de l'Etatisation. En effet, comme le secteur d'Etat se construit pour ainsi dire avec les matériaux qui lui sont fournis par le secteur privé, alors les conditions du second déterminent en définitive celles du premier. C'est là toute la dynamique du Capitalisme d'Etat.

Le système corporatif a pour fonction - son nom l'indique - de former un réseau cloisonné dans lequel les catégories sociales se fragmentent sous l'effet d'une multitude d'éléments particuliers. La production se trouve alors bornée au cadre étroit des professions. Mais c'est là une tendance qui, du même coup reconstruit une tendance contraire, parce qu'en même temps des fédérations inter-corporatives se constituent aux différentes professions. Ainsi se trouvent reconstituées les catégories du Capital qui, on s'en doute, ne sauraient en fin de compte disparaître. Une fois

qui regroupent horizontalement les fragments verticaux correspondant

formées, ces constructions horizontales du corporatisme permettent à la reproduction de maintenir son ampleur parce qu'elles font contre-poids à la fossilisation professionnelle. Ce sont ces formations qu'on examinera ici.

Le secteur monopoliste contrôlé du Capitalisme d'Etat se répartit horizontalement en quatre types de formations corporatives qui sont organisées dans le cadre de L'Etat. Ce sont:

a. Les syndicats patronaux.

Il s'agit des anciennes ententes monopolistes, mais qui sont refondues en professions. Elles concernent l'industrie et les Banques (capital financier), ainsi que le capital commercial. Leur existence traduit la fossilisation qui est spécifique du Corporatisme professionnel (transmission familiale, entraves à l'accès, limitation des membres, etc. ...). Les syndicats se fédèrent en une Confédération patronale qui agglomère le monopole sous le contrôle de L'Etat.

b. Les syndicats ouvriers.

Ce sont des syndicats de "masse", c'est-à-dire entièrement différents de ceux des périodes antérieures. Ils organisent le monopole de la force de travail. Ils aménagent sa vente concertée. A ce titre, ils s'étendent à l'ensemble de l'économie, c'est-à-dire qu'ils monopolisent aussi bien la force de travail des ouvriers du secteur d'Etat que celles des ouvriers des autres secteurs. En effet, la force de travail restant de toute façon marchandise, même dans ce dernier secteur, il y a toujours place ici pour l'association monopoliste. L'exclusivisme du monopole syndical est réalisé par diverses pratiques tels que: contrats collectifs, closed-shop, syndicat unique ou obligatoire, etc... Il trouve son couronnement dans la Fédération des syndicats en une ou plusieurs confédérations ouvrières qui font pendant à la Confédération patronale.

c. Les syndicats et coopératives agricoles.

Placée sous l'emprise des conditions de monopole prévalant dans l'industrie et le commerce, la production agricole ne peut que prendre un caractère monopoliste qui se réalise lui aussi dans un cadre professionnel. Le monopole agricole se forme en fonction des rapports triangulaires entre le Capital de l'agriculture, le Capital industriel, et le Capital foncier.

En effet, le régime capitaliste, que ce soit au point de vue économique ou au point de vue historique, repose sur l'opposition entre la ville et la campagne, étant entendu que les modes respectifs de cette opposition se font évidemment pendant. La campagne s'adapte à la ville; elle se façonne à son image. Mais l'opposition se dédouble, car la production de la terre se partage entre le Capital foncier et le Capital productif engagé dans l'agriculture (ferme).

Or, le capital industriel et le capital agricole ont une fonction commune à l'égard du Capital foncier qui joue comme forme parasitaire à l'égard de l'un comme de l'autre. Cependant, en même temps le capital agricole et le capital foncier n'en sont pas moins en position associée, à d'autres égards, par rapport au capital industriel, parce qu'ils forment ensemble la production agricole. Ils se rejoignent pour participer au partage d'une plus-value incorporée dans les mêmes produits, et leur association contribue à la formation des subsistances qui reproduisent la force de travail, subsistances dont la valeur entre par conséquent dans la formation des salaires et par là détermine l'accumulation du capital industriel. Les rapports sont donc bien triangulaires et se forment suivant la ligne d'une double opposition. C'est dans ce cadre que le Capital agricole - le capital (productif) de ferme - est amené à se regrouper en Syndicats et Coopératives.

Reprenons sous une autre forme. Le capital industriel et le capital agricole ont un intérêt commun opposé à celui du capital foncier. La rente fait en effet incidence sur le niveau des loyers et sur celui des subsistances alimentaires. Par là, la rente pèse sur le Capital industriel car ces éléments entrent par la consommation dans la composition de la valeur de la force de travail et ont en général - mais plus particulièrement pour l'entrepreneur qui calcule en coûts de production - un effet direct sur le niveau des salaires. Plus bas sont les loyers et les prix des subsistances, plus bas sont les salaires. Plus bas également - c'est un autre aspect - sont les abandons directs de plus-value (loyers des entreprises) que le capital industriel (monopoliste ou non) doit consentir à l'échelle sociale au capital foncier. Mais la rente pèse aussi - et encore plus directement - sur le capital agricole, car le capital de ferme doit céder en fermages une partie de son accumulation.

D'un autre côté, le capital industriel et le capital agricole ont un intérêt opposé dans la mesure où ce dernier est solidaire du capital foncier dans la production des subsistances des ouvriers de l'industrie, pesant par là avec lui sur l'accumulation du Capital industriel, et dans la mesure enfin, où le capital agricole met en oeuvre des moyens de production fournis par l'industrie, moyens dont la valeur détermine l'accumulation en agriculture et la limite.

Le capital productif de l'agriculture, tend à se former en monopole: d'une part pour faire contre-poids aux monopoles du capital industriel et obtenir ainsi à leur valeur les moyens de production monopolisés dont il se sert pour cultiver la terre (machines, engrais, etc...) et de l'autre, pour minimiser autant que faire se peut, le poids de la

foncière: Ces conditions sont traditionnellement les mêmes. Elles le restent dans la période des monopoles et par conséquent aussi avec le Capitalisme d'Etat, au moins dans la mesure où celui-ci comporte des intérêts privés dans l'agriculture. Le capital agricole doit se monopoliser. Or la Coalition syndicale ou coopérative est la forme que prend le monopole en agriculture. La coopération représente d'ailleurs la forme "définitive" historique. Elle permet seule le maximum de conditions requises pour ^{que} le capital agricole puisse s'homogénéiser. Une fois centralisée et organisée en monopole national, la coopération agricole lève en effet, concentre et centralise, l'important capital que nécessite le progrès mécanique moderne de l'agriculture, lequel exige à son tour que des liens financiers puissants permettent de transcender - tout en les maintenant - les barrières de la parcelle. La coopération permet en outre la conciliation, dans le cadre d'un même monopole, des intérêts entre production capitaliste et production individuelle de l'agriculture (elle est organisée ^{d'après le principe:} un homme, une voix). Enfin, elle permet de mettre la distribution et la transformation des produits du sol sous le contrôle direct du capital agricole, ce qui n'est pas vrai du Syndicalisme. Les coopératives se fédèrent en une Confédération Centrale. Elles accumulent le capital nécessaire à la construction d'usines dont la production intéresse l'ensemble de l'agriculture. Les unes transforment les produits de la terre et les distribuent; cela évince le capital commercial. Les autres produisent les moyens de production agricole, ce qui permet au capital agricole d'attaquer le monopole du capital industriel en lui faisant concurrence. Le syndicalisme agricole ne peut remplir ces tâches essentielles puisqu'il n'accumule pas de capital propre, vit sur de simples cotisations, et se contente du maintien concerté des prix. A l'inverse de la coopération qui est la forme appropriée au Capitalisme d'Etat, le Syndicalisme correspond donc à la phase transitoire de l'Etatisme, c'est à dire aux conditions dans lesquelles prévaut encore le capitalisme des monopoles.

d. Les coopératives de consommation.

A l'inverse des coopératives agricoles, les coopératives de consommation n'ont point un caractère monopoliste au sens strict du mot. D'un côté, elles ne groupent pas des producteurs, donc elles ne concernent pas le capital productif. Et de l'autre, si l'on se fie à l'expérience, leur extension se limite à un secteur seulement de la distribution de détail et au commerce de gros qui lui est directement lié. Elles se fédèrent autour d'un Magasin de gros, central. Leur but est l'élimination partielle du Capital commercial, notamment dans la mesure où il a été gonflé par le monopole sur un plan formel. La coopération de consommation est au consommateur ce que le syndicat et la coopérative agricole sont respectivement à l'ouvrier et au paysan. Si elles n'occupent pas la totalité du secteur de la distribution (la part non-coopérative qui, soit reste privée, soit est étatisée), cela tient à leur fonction économique qui est double. D'une part elles servent à reconstruire, par la coali-

tion des consommateurs, le stimulant d'une lutte à la baisse des prix des biens de consommation, lutte que le monopole et la propriété d'Etat éliminent en restreignant la concurrence; elles ne tendent pas par conséquent à remplacer le capital commercial mais à le stimuler dans la mesure où il subsiste. Mais d'autre part, les coopératives aident à réduire la valeur de la force de travail parce qu'elles abaissent le coût de la distribution des produits industriels et des subsistances, ce qui permet ainsi, avec la baisse des salaires, la minimisation du capital commercial par le capital industriel (capital commercial d'Etat et capital commercial monopoliste). Les coopératives de consommation sont donc indispensables au Capital et à l'accumulation dès l'instant que le monopole arrive au point où il se concentre pour s'acheminer vers l'étatisation.

Telle est la structure du secteur monopoliste dans les nouvelles conditions, structure adéquate à la propriété d'Etat et qui l'alimente de l'extérieur. En réalité, ces phénomènes ont apparu, avec leur forme définitive, dès la maturité du monopole, avec l'Etatisme des années qui font suite à 1930, c'est à dire dès que cristallisa une forme qui, tout en représentant encore le capitalisme des monopoles, son achèvement, inaugurerait en même temps le capitalisme d'Etat, et formait ainsi transition de l'un à l'autre. Dans les périodes antérieures du capitalisme, ce système n'existait pas - on ne saurait trop y insister. Les différences entre hier et aujourd'hui donnent rien moins que la clef pour comprendre la période actuelle du capitalisme, son sens et sa perspective.

La réduction du champ d'opération de la loi de la valeur implique des ajustements d'un nouveau type entre les catégories du Capital. Ces ajustements interviennent à un double niveau: au niveau valeur et au niveau prix. Aussi faut-il entendre ici par catégories du Capital aussi bien celles qui s'appliquent à la valeur elle-même, telles que Capital constant, capital variable, et plus-value, que celles qui découlent de la répartition commandée par la valeur, à savoir salaire, profit, intérêt, rente. On a vu quels étaient leurs rapports réciproques dans les conditions classiques du capitalisme, c'est à dire dans la période historique où ils sont réglés par la formation d'un profit moyen établi par péréquation. Il est clair que ces rapports réciproques doivent également subsister lorsque l'économie s'organise en Capitalisme d'Etat et que par conséquent les catégories du Capital restent appropriées au nouveau cadre de la loi de la valeur, malgré la désagrégation progressive du cadre de péréquation et la minimisation des formes parasitaires au profit des formes productives.

Précisé, ent, c'est aux instances bureaucratiques que revient d'ajuster les catégories, et par instances bureaucratiques il faut entendre aussi bien les rouages internes qu'extérieurs de l'Etat. Concrètement, le Plan d'Etat fixe l'échelle des prix et des revenus qui correspondent aux ajustements et aux rapports nécessaires entre les catégories du capital. C'est par l'intermédiaire de tractations bureaucratiques entre les fractions de la bureaucratie (branches de production, syndicats, coopératives, etc...) que se dégage cette

échelle aux lieu et place de la péréquation. Mais, bien entendu^{si} ces ajustements harmonisent ultimement les catégories de la distribution ou les transferts de produits entre les unités techniques de la production, c'est parce qu'en définitive ils s'harmonisent à leur tour avec les catégories de la valeur. En pratique, les décisions rigides de la bureaucratie centrale pour le secteur d'Etat, d'un côté, les rapports qui s'établissent entre les associations monopolistes ou les branches, l'industrie et l'agriculture, etc... de l'autre, enfin l'ajustement des secteurs entre eux dans le cadre du Plan et de la production d'Etat, fournissent la vive dynamique du système. Mais elles n'en dictent pas pour autant leurs conditions à l'économie. Au contraire, elles se conforment en définitive à ses nécessités et à celles de la valeur. Or, ces nécessités s'expriment au travers des luttes économiques qui opposent les unes aux autres les cadres bureaucratiques afférant à la production et à la répartition. Il va d'ailleurs de soi que ces mêmes nécessités imposent également le cadre dans lequel ces luttes économiques se déplacent à leur tour. Ainsi, la pression syndicale stimule-t-elle l'accumulation d'Etat et la centralisation de la bureaucratie parce qu'elle pousse celle-ci à mettre en jeu de nouvelles méthodes qui accroissent l'exploitation du travail. Sur ce plan, entre en jeu le secteur concentrationnaire manœuvré par le Capital d'Etat contre les ouvriers libres comme un stimulant au travail qui prend la forme d'une menace. Il joue à plein le rôle par lequel il représente, dans le système de propriété d'Etat, l'équivalent de ce qu'était l'armée de réserve industrielle dans les conditions concurrentielles de la propriété privée. Le secteur concentrationnaire devient donc nécessaire dans ce système. Il est l'instrument de pression sur le niveau du salaire, sur l'exploitation. De leur côté, les coopératives agricoles se joignent au capital d'Etat pour évincer le capital foncier à l'aide des bas loyers. En même temps, elles élèvent l'agriculture au niveau général de l'accumulation. Par ailleurs, les coopératives de consommation minimisent le capital commercial. D'autre part, tout comme le secteur concentrationnaire correspond à l'armée de réserve industrielle du temps de la propriété privée, le secteur coopératif de consommation fait le pendant de l'ancien stimulant concurrentiel sur le marché des biens consommables parce qu'il s'oppose au monopole commercial. Naturellement, toutes ces conditions de vivacité sont requises par le procès de reproduction, elles sont nécessaires au Capital d'Etat, elles alimentent l'impulsion que l'Etat donne aux forces productives en lui fournissant l'oxygène dont a besoin le système bureaucratique pour ne pas étouffer sous l'inertie administrative. Mais elles ne peuvent cependant aller au-delà des normes du système qui résident à la fin des fins dans la domination universelle du Capital d'Etat. Ceci veut dire qu'en définitive, toute la dynamique des rapports bureaucratiques notamment le jeu des organisations auxiliaires de l'Etat - syndicats de Capitalistes "indépendants", syndicats ouvriers et organisations coopératives - ne peut dépasser les tâches historiques qui sont imparties au Capitalisme d'Etat: c'est à dire en fait, l'éviction des formes parasitaires du Capital et l'intensification de l'exploitation du travail pour une ultime explosion des forces productives surconcentrées. En d'autres termes, syndicats et coopératives n'agissent au sein du Capitalisme d'Etat que dans la mesure où ils affaiblissent le Capital commercial, foncier, monopoliste, ou bancaire. Mais cette participation économique ne leur est "permise" que

dans la mesure où elle sert exclusivement au Capital d'Etat, et se termine pour finir non par sa mise en question ~~en~~ tant que Capital, mais par sa domination totale. Les organisations auxiliaires de l'Etat ne peuvent en aucun cas opérer - à long terme - contre lui; au contraire. Autrement dit, le rôle ultime mais quotidien de ces organisations est de constituer vraiment un rouage extérieur de l'Etat et éventuellement de s'y intégrer pour finir à leur tour lorsque le secteur d'Etat vient à absorber l'ensemble de l'économie. La bureaucratie syndicale et coopérative tend, avec l'extension de la propriété d'Etat (on le voit, par exemple à l'Est de l'Europe) à devenir l'instrument direct d'encadrement des ouvriers, des paysans et des derniers capitalistes individuels par la bureaucratie d'Etat unique et omnipotente.

Telle est la physionomie économique du Capitalisme d'Etat: absorption de la société par l'extension de la propriété d'Etat et des contrôles qui la prolongent; universalisation de la bureaucratie. Cette physionomie économique détermine alors une physionomie politique qui devient à son tour très particulière, c'est à dire très différente des conditions passées.

En effet; en même temps que la Société Civile se fond dans l'Etat, l'économique - qui formait l'essence de la société civile - se fond aussi avec le politique. Ce ne peut être autrement. Désormais, administrer l'Etat, c'est administrer l'économie et réciproquement. Ceci est, bien que demeurant sur le même plan capitaliste, à l'opposé des conditions de la concurrence et du monopole. La gestion économique tend chaque jour un peu plus à ne faire qu'un avec la gestion politique et par conséquent, ce sont les conditions politiques qui prévalent progressivement sur les autres, bien qu'historiquement et socialement ce soient les conditions économiques qui, en définitive, déterminent toujours la vie et l'évolution de l'Etat, au fur et à mesure que disparaît la distinction traditionnelle entre les tâches de production, qui, jadis, revenaient à chaque membre de la classe capitaliste (à chaque exploitateur individuel), et celles correspondant à la gestion des "intérêts communs" à tous les capitalistes pour lequel l'Etat était délégué. L'Etat, dans lequel se dissout la Société, est totalitaire.

Aussi, la bureaucratie traditionnelle (ou organique) se double-t-elle, en même temps que d'une bureaucratie économique, d'une bureaucratie politique, et toutes s'enchevêtrent les unes aux autres en fonction du pouvoir. Cet enchevêtrement a lieu en ce sens que la bureaucratie syndicale se recrute parmi les bureaucrates de partis, ceux-ci parmi les bureaucrates économiques, les bureaucrates économiques parmi les cadres syndicaux ou les officiers de l'armée, etc... Les oppositions théoriques et pratiques qu'on relevait ancestralement entre les catégories essentielles de la vie capitaliste subsistent. En effet là où il y a exploitation il y a inévitablement lutte. Ces luttes sont même nécessaires à la perpétuation du régime. Mais elles prennent alors la forme de conflits entre branches d'un même appareil à vocation universelle. Conflits entre armée et parti, entre police et armée, entre bureaucratie syndicale et bureaucratie économique, etc... Il y a conflits intrabureaucratiques. Tout le monde revêt un uniforme ou porte une casquette à visière; et si ce n'est sur son corps, au moins est-ce sur son esprit.

Dans la mesure où la production industrielle sur-centralisée étouffe la production familiale, où la propriété d'Etat relaie la haute concentration monopoliste, l'héritage - qui jadis permettait la perpétuation du Capital par la transmission de la propriété privée - ne joue plus son rôle. La famille n'a donc plus d'utilité. La transmission des moyens de production - au moins des principaux - se fait en effet anonymement, d'une année à l'autre ou d'une génération à la suivante, par le renouvellement même de l'Etat qui s'opère continuellement au fur et à mesure que de nouveaux fonctionnaires remplacent ceux atteints par la limite d'âge. Par conséquent, la famille se dissout et puisque sa fonction de transmettre la propriété des moyens de production est transférée à l'Etat avec l'étatisation de la propriété privée, elle perd aussi, petit à petit, les attributs sociaux qui assortissaient la propriété et l'héritage. Ceux-ci sont à leur tour transférés à l'Etat. Au premier chef, c'est l'éducation qui passe entre les mains de l'Etat. La jeunesse qui restait dans la famille et ainsi s'intégrait à la société civile jusqu'au jour où elle recevait l'héritage de ses pères, devient désormais une catégorie de l'Etat. Elle est hiérarchisée en couches d'âge, encadrée de chefs et de chetains, mise en uniforme et famérisée. Elle aussi donne naissance à une bureaucratie extérieure ou intégrée à l'appareil d'Etat, un rameau de la bureaucratie politique.

Dans ces conditions, puisque la bureaucratie forme un tout multiforme et synthétique, puisqu'elle s'étend à l'économie et à la politique et centralise toutes les tâches et les fonctions sociales, la gestion de l'Etat lui-même devient en quelque sorte la "gestion" même de l'homme. Elle devient le centre d'ou procède sa conscience et son corps, pour de bon aliénés. Cette gestion peut prendre, comme le fut le cas dans toute l'histoire du Capitalisme, deux formes possibles: la démocratie ou l'autorité.

Jusqu'ici, il semble que la gestion de l'Etat soit dans tels pays ou à tel moment autoritaire (dictature) ou démocratique (suffrage) selon le degré de la "nationalisation" (partielle, avancée ou totale); selon l'Etat aussi des rapports momentanés ou suivis entre les classes ou les fractions bureaucratiques qui forment ensemble le tout mal dégrossi et mouvant qu'est encore aujourd'hui le Capitalisme d'Etat; selon enfin la balance des forces nationales du Capital mondial; selon surtout la proximité de la guerre; bref, selon le niveau relatif de décadence. Interviennent également les traditions historiques et les inégalités de développement, suivant que la révolution bourgeoise fut ancienne ou récente, qu'il y a ou non un long passé de démocratie capitaliste (France, Angleterre, Etats-Unis) ou une proximité relative des anciens systèmes monarchiques (Allemagne, Russie, Asie).

Mais, quoiqu'il en soit, qu'il s'agisse du système démocratique ou du système autoritaire, la structure de toute la société dépend directement de la forme de la gestion publique. Par exemple, le fonctionnement du secteur d'Etat et la structure des organisations corporatives sont autoritaires (Italie fasciste) ou libéraux (France actuelle) selon qu'il y a dictature ou démocratie, suffrage ou non dans la sélection des sommets bureaucratiques. Il y a alors souplesse - et par conséquent une efficacité meilleure - ou au contraire rigidité selon que la bureaucratie est soumise au contrôle électoral ou non et c'est une indi-

cation du degré de maturité du processus de décadence. Plus est grande la solidité de l'Etat, et mieux se conserve le système démocratique.

La gestion de l'Etat met de toute façon en oeuvre la bureaucratie politique (les partis), bien que sous le système autoritaire elle puisse passer aux mains de la police ou de l'armée, c'est à dire des branches de l'appareil qui exercent la répression directe.

Si la gestion de l'Etat est autoritaire, la bureaucratie politique se constitue sur la base d'un parti unique de "masse". Si elle est démocratique, à travers plusieurs Partis de masse (multipartisme). Mais de toute façon, les Partis (unique ou multiples) ont un caractère qui est opposé à celui des Partis du passé tels qu'on les a connus jusqu'à il y a 20 ans. Sous la concurrence et le monopole les Partis étaient de petites formations groupant peu d'adhérents, et exprimant soit la conscience des diverses classes qui luttaient dans le cadre capitaliste (Partis de la République) soit celle de la bureaucratie organique (Société du 10 Décembre avec Napoléon III). Avec le Capitalisme d'Etat, les Partis sont une fonction de l'Etat et sont d'immenses organisations d'encadrement politique pour lesquelles la conscience n'intervient qu'au titre second. Ils "mobilisent" en permanence les "masses". La seule différence est que le système autoritaire fait du Parti un élément de l'Etat, tandis que le système démocratique laisse les Partis au rôle de rouages extérieurs de l'appareil. Dans le dernier cas les Partis sont dans une situation comparable à celle d'une fraction de la bureaucratie économique: la bureaucratie corporative. On l'a vu en effet, les centrales syndicales et coopératives constituent elles aussi des rouages directs ou indirects de l'Etat selon que le pouvoir est dictatorial ou démocratique.

De ce point de vue, la fusion qui s'opère entre l'économique et le politique par le fait que l'Etat absorbe la société civile, détermine les rapports des différentes couches de la bureaucratie. En effet, la bureaucratie économique, bien qu'elle constitue le soubassement du système, se modèle en réalité sur la bureaucratie politique. Ceci s'explique dans la mesure où l'une comme l'autre servent d'expression à des oppositions sociales (rapports de classe ou rapports bureaucratiques). Autrement dit: C'est la bureaucratie politique qui se subordonne la bureaucratie économique, bien que la première soit socialement un succédané de la seconde.

Dans ces conditions, au système autoritaire du Parti unique correspondant l'organisation économique ou corporative unique centralisée; et au système démocratique du multipartisme correspond une multiplicité des organisations. Dans ce dernier cas, il y a autant de Centrales syndicales et de centrales coopératives qu'il y a de Partis politiques, une pour chaque parti; dans le premier, au contraire, il n'y a qu'une centrale de chaque catégorie. Mais dans les deux cas, les centrales syndicales et coopératives sont des prolongements, des succursales, des Partis politiques, et leurs oppositions prennent l'apparence d'être avant tout des oppositions politiques. Ainsi le veut la logique de la propriété d'Etat qui inverse les termes du passé: au lieu d'un pouvoir politique tombant comme jadis sous le contrôle de la classe du Capital économiquement prépondérante, on a désormais une bureaucratie propriétaire et om-

nipotente dont les rouages politiques dominent les rouages économiques.

Enfin, on peut ajouter que l'expérience n'est pas aujourd'hui suffisante pour permettre de dire si le système représentatif peut ou non se maintenir dans une perspective où la propriété d'Etat serait amenée à devenir universelle. Jusqu'ici, les enseignements de l'histoire sont insuffisants. Ce que prouve en tous cas l'expérience des Etats de l'Europe occidentale, c'est qu'un vaste secteur d'Etat semble largement compatible avec la démocratie capitaliste. Mais l'expérience contraire existe aussi avec la propriété d'Etat intégrale. Jusqu'ici, en effet, la généralisation de la propriété d'Etat à l'ensemble de la production industrielle, et à plus forte raison à la distribution (généralisation qui, à ce jour, n'a pris place que dans la Russie et ses satellites d'Europe) a coïncidé avec la constitution du pouvoir bureaucratique en régime policier, et avec une violence de répression inconnue jusqu'à ce jour dans l'histoire moderne. Ce qu'on peut dire aussi c'est qu'en tout état de cause l'épaississement de la bureaucratie en donnant une nature nouvelle au pouvoir, ainsi qu'aux Partis politiques, et aux organisations de "masse", fausse la démocratie capitaliste partout où elle subsiste. En même temps on voit les pays hier encore arriérés, et qui arrivent aujourd'hui sur la scène mondiale directement sous la forme du Capitalisme d'Etat, se constituer d'emblée en régimes bureaucratiques policiers. Ils n'adoptent pas la structure démocratique.

L'ensemble de ces événements, bien qu'ils soient encore insuffisants pour permettre de trancher, conduisent néanmoins à admettre qu'à long terme le Capitalisme d'Etat signifiera le déclin de la démocratie.

MOREL

(à suivre)

LES FRACTIONS DE LA G.C.I. EN FRANCE ET AUX ETATS-UNIS

La Fraction française de la Gauche Communiste organisait récemment une réunion publique où devait être délimitée sa position face au danger de guerre et où, après critique du pacifisme, devait être exposé le "comment lutter contre la guerre". De gros efforts furent dépensés à cette occasion. Nouveau phoenix, "l'Internationaliste" ressuscita derechef. Las, la FFCC dut déchanter. A une vingtaine d'assistants se réduisit l'auditoire.

Il faut reconnaître, d'ailleurs, que des organisations bourgeoises, disposant de moyens matériels beaucoup plus importants - tels la RDR ou le parti trotskyste - ne doivent guère leurs réunions plus fréquentées. Ni le PCF ni le R.P.F. ne se risquent à des meetings de masse sans une lente et soignée préparation. La crise actuelle du mouvement révolutionnaire en France est, sous cet angle, inséparable de la crise que traverse la société française dans son ensemble. Et "l'Internationaliste" fait preuve d'un optimisme simplifié et curieux, affirmant : "La situation actuelle de la classe ouvrière est la rançon des solutions de facilité adoptées depuis des années."

Naguère encore l'activisme pouvait servir d'alibi à ceux-là qu'affraie tout effort de pensée révolutionnaire. Il apparaît aujourd'hui que cet activisme n'est plus même rentable sur le plan, tout quantitatif, du succès des réunions publiques. Sous la contrainte, celle du profond recul du mouvement ouvrier, la FFCC doit en venir à examiner les seuls problèmes théoriques qui présentement se posent. Pour ce qui est de leur domaine propre, ces questions ne seront résolues que par la conjugaison de toutes les volontés militantes. A ce jour, la FFCC, comme le groupe qui édite "Socialisme ou Barbarie", s'en tient à l'examen des problèmes par la Fraction; la Fraction seule. Tel est, du moins, ce qui ressortit de quelques interventions.

Le dernier numéro de "l'Internationalisme" fut donc tiré spécialement pour la réunion du huit avril. Il se compose de trois articles. Celui de tête, intitulé vaillamment "à bas la guerre impérialiste", brosse un tableau de la situation de préguerre mondiale. Vient ensuite un article sur "Les illusions pacifistes et fédéralistes"; enfin, "Les révolutionnaires marxistes et la guerre" qui se termine sur la proclamation : "Le meilleur rempart contre la guerre sera le parti communiste international que la Gauche Communiste travaille à préparer". Ainsi soit-il et passons à l'ordre du jour.

Comme la conférence elle-même, ce numéro de "L'Internationnaliste" ne permet guère la critique, en ce sens que touchant à tout, il n'ap-
 profondit rien. C'est "fait exprès", à ce que nous apprenent les débats.
 Quoi qu'il en soit, une analyse sérieuse de ce document nous entraîne-
 rait hors du cadre modeste d'une revue de presse. Remarquons cependant
 que la conception monolithique du Parti de la classe - qui est celle de
 la FFGC et nous en sépare radicalement - se reflète dans l'appréciation,
 par elle portée, sur les partis staliniens. Ces partis, écrit "L'Inter-
 nationaliste", ne sont, en tous pays, rien d'autres que les "exécuteurs
 de la propagande mondiale de l'URSS". Est-ce bien aussi vrai que le dogme
 de la Sainte Trinité? Est-ce bien le cas des Patrasceanu, des Tito,
 des Gomulka et autres Kostof, à coup sûr aussi "bons" staliniens que
 les Pauker, les Hébrang, les Biernt et autres Dimitrov? Les partis sta-
 liniens sont l'expression concrète des intérêts communs à une partie de
 la bourgeoisie capitaliste d'Etat mondial. Comme tels, ils expriment les
 volontés et les désirs du bloc impérialiste russe qui les supporte dans
 leurs antagonisme avec les USA; Mais ils expriment aussi des intérêts
 particuliers à ce qu'il est encore convenu d'appeler nation. Ils s'en
 font les plus chauvins des porte-paroles. En dernier instance seulement
 ces partis, ou des pans de ces partis s'inclinent devant la dik et
 moscovite. Ainsi voit-on le PC français dénoncé, dans le nouveau "sta-
 tut d'occupation", une résurrection de la puissance allemande, agressive
 et spécialement dirigée contre la France. Ainsi voit-on le PC allemand
 dénoncé, ce même statut comme une violation éhontée de la souveraineté
 allemande. Il n'y a là ni machiavélisme, cette explication est toujours
 imbécile, ni démagogie spéciale. Staliniens français et allemands ex-
 priment les intérêts de leur patrie respective; c'est à dire ceux de
 leurs dirigeants capitalistes, de ceux d'entre eux qui ne sauraient
 s'accomoder à la concurrence yankee sans abdiquer de leurs privilèges.
 Ces dirigeants là sont chefs d'entreprises, généraux, écrivains, etc...
 Mais leurs intérêts sont communs à ceux d'ouvriers et de paysans pauvres
 que l'apport intensif de marchandises américaines sur le marché européen
 réduira au chômage, à la misère. Les partis staliniens ne sont pas de
 par leur nature spécifique, l'obstacle qui s'oppose à une prise de con-
 science par les ouvriers de leur objectif historique. Ils sont, et cette
 vue est plus "pessimiste", l'un des aspects par quoi se manifeste l'inté-
 gration politique des ouvriers à l'un- ou l'autre- des blocs impéria-
 listes qui se partagent le monde. (Notre groupe a déjà abordé cette
 question n°30 juin 48 : Partis staliniens- partis nationaux)

Ceci dit, les partis staliniens ne sont pas des robots. Ils sont,
 vis à vis de Moscou, dans la situation de l'Angleterre vis à vis des
 Etats-Unis. Ils s'essaient à faire la part du feu, à sauver ce qui peut
 être sauvé du naufrage de leurs impérialismes respectifs. Il en même
 qui aspirent à se sauver tout seuls...ou presque.

C'est là, dira-t-on, couper les cheveux en quatre ou jouer au
 spectateur intelligent. Tout le mouvement révolutionnaire du passé
 eût ce travers, condition première d'une prise de conscience par l'avant-
 garde et de l'époque et de ses perspectives.

Deux camarades de notre groupe étaient présents à la réunion. Ils n'y sont pas intervenus. Discuter dans la confusion équivaut à entamer un dialogue de sourds. Unilatérale à ce jour l'anathémisation des "docteurs" n'y changera rien. Au surplus une camarade de la FFGC a jugé nécessaire d'avertir un contradicteur modéré que l'on ne peut critiquer la Fraction "qu'au sein même de l'organisation". Ce chauvinisme de clocher est une funeste séquelle des pratiques de feu la troisième Internationale. Il la faut guérir ou en crever.

X X

X

"L'International Bulletin" publié par la Fraction américaine de la GCI se présente comme un bulletin de 11 pages soigneusement tirées au duplicateur et présentées. J'ai en main son numéro de Janv-Février 49.

Sur ces 11 pages, 3 seulement sont du fait d'un camarade de la Fraction américaine. Voilà bien le plus net certificat de carence de pensée que pourra jamais présenter un groupe de militants révolutionnaires. Ces trois pages traitent du "trotskysme et Labour-Party". Y est démasquée la propagande de SCHachtman et autres Cannon pour un Labour-Party, érigé avec le concours de leaders radicaux du CID et AF of L. Cette prétention que la contre révolution pourrait être réformée par la création d'un Labour-Party assis sur de telles bases est un mensonge, nous dit l'IB : "Le trotskysme est un obstacle sur la voie de la Révolution prolétarienne car il entretient les illusions des ouvriers sur un Labour-Party dont le seul rôle est de sauver un système mourant : le capitalisme... En contraste, le programme de la GCI est la seule base sur laquelle peut-être édifié un Parti et une Internationale révolutionnaires". L'article se termine par 11 points - un de plus que le décalogue - lesquels indiquent les objectifs de la Fraction. Entre autres celle-ci se prononce pour "la reconstruction d'une Internationale révolutionnaire contre les Internationales de trahison (social-démocratie, stalinisme, trotskysme)". Elle rejette le parlementarisme et le front unique soit avec les syndicats, parties de l'appareil de l'Etat capitaliste, soit avec les bourgeoisies coloniales dont la lutte pour l'indépendance se fait sur des bases impérialistes. "L'unité de la classe ouvrière se fera sur la base du programme du parti de la révolution et sous sa direction, au sein de ces organismes créés par la renaissance de la lutte de classe prolétarienne.

L'article suivant est extrait de "l'Internationaliste" organe de la FFGC (Octobre 48). Cet article traitait, excellentement, des "Guerres civiles et rivalités impérialistes en Orient." Mais l'évolution de la situation dans l'Asie du Sud-est et en Chine, aurait demandé, au moins ce complément que l'on pouvait lui donner en janvier dernier. Nos camarades de New-York se devaient de dénoncer, même dans le désert, les sanglants aboutissements de la politique trotskyste, la participation de Tan Malalzka et dirigeants trotskystes locaux à la repression menée, par les dirigeants nationalistes d'Indonésie, à l'encontre du "front

stalinien. Cette politique les conduisit à s'intégrer à l'appareil étatique de la république de Djoe kadjakarta, à s'aligner, par là même, sur la politique impérialiste des yankees, opposée là à celle, non moins impérialiste, des néerlandais. Des très importants événements de Chine, pas un mot. L'I.B. se contente d'une modification au titre, qui devient "guerre civile et rivalités impérialistes en Birmanie, Malaisie et Indonésie". Parler de l'Orient, en janvier dernier, aurait nécessité en effet quelques appréciations sur Mao tsé tung. Et c'est Milan qui pense, ou Paris à son défaut.

Suit un extrait de "l'ABC du communisme" de Boukharine. Ce fragment est intitulé "Le Capitalisme d'Etat et les classes" (Paris. Librairie de l'Humanité. 1925 - 2ème édition ; pp. 124 à 128 -). Là encore, et en les admettant fondées, un réajustement s'imposait des perspectives dégagées en 1919 par Boukharine. Ne lit-on pas quelques pages plus loin, dans ce même ouvrage : "Il est tout naturel que le capitalisme ait conduit à la guerre et que la guerre impérialiste entre Etats bourgeois ait été suivie de la guerre civile. Notre parti avait prédit cela, dès 1914, alors que personne encore ne songeait à la Révolution... Notre prédiction se réalise intégralement aujourd'hui... La guerre impérialiste se termine par la guerre civile, d'où le prolétariat sortira nécessairement triomphant" (p.137). Il est tout naturel que Boukharine ait écrit cela, en 1919. Il est moins naturel que le P.C.I d'Italie offre cet ouvrage en vente, à ses militants, sans le refondre totalement, ou mieux, en le réécrivant. Mais le parti italien compte-t-il dans ses rangs des camarades capables d'accomplir cette tâche ? On aimerait en avoir la preuve autrement que par une réédition intempestive.

Enfin l'I.B. commence la publication d'une étude sur "La nature la fonction et la politique du parti révolutionnaire de la classe ouvrière" précédemment parue dans Prometeo, organe théorique du P.C.I d'Italie.

J'eus dans notre dernier bulletin l'occasion de présenter "International News", publication de la RWL- Chicago. Nous en avons reçu, depuis, deux numéros. Dans celui de DEC.48 (15 pp.) l'on trouvera deux articles :

Les morales:marxiste, stalinienne, capitaliste : Que la fin justifie les moyens, ce concept est celui des stalinien qui lui donnent un contenu différent de celui donné par les marxistes. Nous ne pouvons adopter des moyens qui déformeraient nos fins. En gardant toujours en vue l'intérêt de la classe ouvrière, nous pouvons ajuster nos moyens à nos

fins et redonner à l'axiome le sens que le stalinisme lui a enlevé. Bon article de vulgarisation, qui n'a guère sa place dans un bulletin à diffusion restreinte.

Fascisme et front populaire sont les bras droits et gauches du capitalisme : deux méthodes sont employées pour contrôler les ouvriers : "conservatrice" ou "démocratique" d'une part, "fasciste" ou de "front populaire" de l'autre. Sous la pression du prolétariat, la bourgeoisie en déclin doit renoncer à ses vieilles méthodes. Tandis que le fascisme est, en période de guerre civile, la victoire des classes moyennes utilisées contre le prolétariat, la victoire du front populaire est fondée sur une troisième force : les agents que la bourgeoisie a recrutés dans les rangs prolétariens. "Quand les contradictions du mode capitaliste de production l'ont mené à une situation révolutionnaire, les méthodes bourgeoises démocratiques de gouvernement ne suffisent plus. Le capitalisme doit instaurer sa dictature. D'où révolution politique, lutte entre exploités : démocrates ou fascistes. Mais la lutte fondamentale est celle qui oppose communisme et fascisme. La situation révolutionnaire permet au prolétariat de rompre avec le front populaire, lui fournit un parti capable de le guider en cette tâche. Dans cette lutte à trois, le front populaire est incapable de tenir en échec le prolétariat, il est incapable de l'emporter de manière décisive sur le fascisme... Sous la domination du front populaire, les masses, indifférentes à leur direction invertébrée doivent combattre le fascisme afin de sauver leur propre peau... Les révolutionnaires n'accordent pas leur soutien au front populaire. Sur la base de l'indépendance politique et organisationnelle, ils ont à promouvoir une politique tendant à arracher le prolétariat et les masses opprimées au front populaire et à ses agents." Marcher séparément et frapper ensemble, tel est en somme le mot d'ordre proposé par la R.W.L. Il était utile d'indiquer sa position sur cette importante question. La R.W.L. assure que si "entre fascisme et front populaire il n'y a pas de différence de contenu, il y a en revanche de grandes différences de méthodes". C'est donc sur cette distinction formelle qu'elle fonde sa politique du "frapper ensemble". Il est utile de rappeler que cet article a été écrit en janvier 1935 et réimprimé tel quel en décembre 1948... Il est des cas où l'on ne peut distinguer la constance d'une pensée vivante de sa momification.

Le numéro de Janvier-février est de treize pages. Trois articles

La victoire de Truman, le Congrès - critique des positions trotskystes.

La lutte pour dominer la Chine - Critique des positions trotskystes qui seraient partisans d'une aide matérielle aux armées rouges de Chine afin d'y favoriser l'éclatement d'une situation analogue à celle de février 17 en Russie. "Les communistes de gauche (bordiguistes) nous attaquent parce que nous, RWL, acceptons et contenons la politique de Lénine de marcher séparément et frapper ensemble. Mais sur ce point, quand bien même nous ayons beaucoup en commun avec ces camarades, et sur d'autres points, ils sont des ultra-gauches... les ultra-gauches sont pour le défaitisme vis-à-vis de l'armée rouge en Chine". Ils prouvent en tout cas qu'ils ne sont pas des songe creux.

Contre vents et marées, le groupe de Hugo Ogler s'accroche à une formule sans plus aucun contenu politique. Comme une autruche apeurée, il y cache sa tête. Alors que l'on est en droit de considérer comme vigoureuse encore, la pensée révolutionnaire du courant communiste de gauche, - l'étude du camarade Lucain dont nous parlons ailleurs en est une preuve - la RWL ne peut sortir des ornières du passé. La question russe est sa pierre d'achoppement. Elle y consacre la dernière partie de son bulletin: La démocratie ouvrière en Union Soviétique - L'article est à suivre, mais il y a des gens qui perdent leur temps et ont du papier à gâcher.

X X
X

A son ordinaire, le "Defenseur des Conseils Ouvriers" de Melbourne - Australie publie des articles de bonne vulgarisation. Il en paraît ressortir, cependant, que son petit groupe de rédacteurs vit dans un isolement politique et idéologique que les conditions géographiques ne suffisent pas à justifier entièrement. K.J. Kennafick, rédacteur d'un excellent "International Digest", le consacre cette fois aux "Freie Sozialistische Blätter" (Pages du libre socialisme - Zurich et Amsterdam) et souligne que la tendance qui s'y affirme est commune à celles d'autres groupes du mouvement ouvrier en Europe. Ces groupes se proposeraient : "La synthèse du marxisme antiparlementaire et de l'anarchisme. L'insistance des marxistes sur l'organisation et la plus grande unité possible y sera combiné avec l'effort des anarchistes en vue de l'auto-disposition et de la liberté des travailleurs." L'on a reconnu ici la voix de l'homme orchestre de la Révolution, le caméléon de la pensée révolutionnaire. Celui qui est les RKD, les distributeurs de tracts dans la Rhur, Notre nouveau Protée continue de prendre son incommensurable vessie pour une lanterne. Il lui est pas assez que de pisser copie un peu partout en Europe occidentale, il lui en faut maintenant inonder l'Australie. "Le Défenseur" saura peut-être calfater ses colonnes, en d'autres termes, déceler l'imposture, mieux le bluff.

Cousin

x) l'unique est seul rédacteur de "Communisme" de "Fraternisation prolétarienne" de cette infame escroquerie qu'est l'unique bulletin de "Spartakus" de "Left" de "Freie Sozialistische Blätter", le collaborateur du "Libertaire", le manitou du Secrétariat Provisoire Révolutionnaire International, et j'en passe des meilleurs peut-être.

SALUT A "SOCIALISME OU BARBARIE."

Le premier numéro d'une nouvelle revue révolutionnaire intitulée "Socialisme ou Barbarie" vient de paraître en France.

Dans la situation sombre où se trouve actuellement le mouvement ouvrier en France aussi bien que dans le monde, situation de cours de guerre, où les rares groupes révolutionnaires - expression de la vie et de l'état de conscience de la classe prolétarienne - qui grâce à un constant effort idéologique et une volonté farouche d'agir subsistent encore s'amenuisent et faiblissent un peu plus chaque jour, situation où la presse révolutionnaire se réduit à quelques petits bulletins périodiques et ronéotypés, la parution d'une nouvelle revue imprimée "Organe de critique et d'orientation révolutionnaire" constitue un événement d'importance que tout militant ne saurait que saluer et encourager.

Quel que puisse être l'ampleur de nos divergences avec les positions de "Socialisme ou barbarie" et quelle que puisse être à l'avenir l'évolution de cette revue, nous devons, sur la base des positions fondamentales et l'orientation générale présentes, exprimées dans ce premier numéro, considérer le groupe dont la revue est l'organe comme un groupe indiscutablement prolétarien et révolutionnaire. C'est dire que nous saluons son existence, et suivrons avec intérêt et sympathie son effort et son activité ultérieurs. La sympathie révolutionnaire étant avant l'attention des positions politiques, nous entendons examiner sans parti-pris, et avec le plus grand soin, les idées émises par "Socialisme ou Barbarie", les analyser au fur et à mesure de leur développement, en critiquer ce qui nous semblerait erroné et le cas échéant leur opposer les nôtres propres. Cela s'entend dans un but non d'une vaine polémique de dénigrement - chose devenue hélas trop courante entre les groupes et qui nous répugne profondément - mais - si vive que puisse être parfois la discussion - exclusivement dans le but de confrontation et de clarification des positions.

"Socialisme ou Barbarie" est l'organe d'une tendance qui vient de rompre avec le parti trotskyste, la tendance Chaulieu-Montal. C'est une tendance politique comme dans les milieux de militants en France. Nous avons parlé de cette tendance à plusieurs reprises, et encore tout récemment (1), et pas précisément dans des termes très tendres. Cela nécessite peut-être une explication supplémentaire de notre part.

(1) "Internationalisme" n°41 Janvier 1949, article "Où en sommes-nous."

Examinant le mouvement trotskyste en France et constatant qu'il se trouvait une fois de plus et pour la nième fois en état de crise, nous posons la question de savoir si cette crise avait une signification positive du point de vue de la formation révolutionnaire. Nous répondons catégoriquement non, et pour la raison suivante. Le trotskysme qui fut une des réactions prolétaires dans l'I.C au cours des premières années de sa dégénérescence, n'a jamais dépassé sa position d'opposition malgré sa constitution formelle en Parti organiquement séparé. En restant attaché aux P.C - qu'il considère toujours comme partis ouvriers - où a triomphé le stalinisme, le trotskysme se rattache à ce dernier dont il est l'appendice. Il est lié idéologiquement au stalinisme et le suit comme son ombre. Toute l'activité du trotskysme depuis 15 ans le prouve. De puis 1932-33 où il a soutenu la possibilité du triomphe de la révolution prolétarienne sous la direction stalinienne en Allemagne jusqu'à la participation à la guerre ~~en Espagne~~ 39-45, à la résistance et la libération en passant par le front populaire, l'antifascisme et la participation à la guerre en Espagne, le trotskysme ne faisait rien d'autre qu'emboîter le pas du stalinisme. A la suite de ce dernier, le trotskysme a encore puissamment contribué à introduire dans le mouvement ouvrier les mœurs des méthodes d'organisation et des formes d'activités (bluff, intrigues, noyautage, insultes et manœuvres de toutes sortes) qui sont autant d'éléments actifs de corruption et de destruction de toute activité révolutionnaire. Cela ne veut pas dire que des ouvriers révolutionnaires, un peu éduqués, ne puissent se fourvoyer dans ses rangs. Au contraire. Mais en tant qu'organisation, en tant que milieu politique, le trotskysme, loin de favoriser la formation de la pensée révolutionnaire et partant des organismes (fractions et tendances) l'exprimant, est le milieu organique de leur pourrissement. C'est là une règle générale valable pour toute organisation politique étrangère au prolétariat, s'appliquant au trotskysme comme au stalinisme et vérifiable dans l'expérience. Nous connaissons le trotskysme depuis 15 ans en crise perpétuelle, avec scissions et unifications, suivies de scissions et de crises, mais nous ne connaissons pas d'exemples qu'elles aient été suivies d'une formation, d'une tendance révolutionnaire véritable et viable. C'est que le trotskysme ne secrète pas en son sein le ferment révolutionnaire. Au contraire il l'annihile. Le ferment révolutionnaire a donc pour condition de son existence et développement la nécessité d'être hors des cadres organisationnel et idéologiques du trotskysme.

La constitution de la tendance Chaulieu-Montal au sein de l'organisation trotskyste et précisément après que celle-ci ait trempé jusqu'aux cheveux dans la deuxième guerre impérialiste, la résistance et la libération nationale, ne pouvait nous inspirer, à juste raison, une grande confiance à son égard. Cette tendance s'est constitué sur la base ~~de l'activisme~~ de la théorie du collectivisme bureaucratique en URSS et en conséquence le rejet de toute défense de cette dernière. Mais quelle valeur pouvait avoir cette prise de position contre la défense de l'URSS qui s'accordait dans la pratique avec la cohabitation dans ~~une~~ organisation dont le plus clair de son activité résidait concrètement dans la défense du capitalisme d'état russe, et la participation à la guerre impérialiste? Non seulement la tendance Chaulieu-Montal trouvait possible sa cohabitation dans cette organisation mais elle

participait activement, à tous les échelons, à cet activisme typique du trotskysme fait de bluff et de mystification, à toutes ses campagnes électorales, syndicales et autres surenchères. De plus, on ne pouvait pas ne pas être défavorablement impressionné par le comportement de cette tendance à l'intérieur de l'organisation, comportement fait de manoeuvres, de combinaisons, de compromis douteux, visant davantage à s'emparer de la direction du parti qu'à oeuvrer au développement de la conscience de ses militants. Les hésitations prolongées des tenants de la tendance à quitter l'organisation, acceptant encore, au dernier congrès (été 1948) de se faire élire au Comité Central, dénotent à la fois leur inconséquence politique, leur illusion sur un redressement possible de l'organisation trotskyste, leur esprit manoeuvrier et finalement leur incompréhension totale pour ce qui est des conditions organisationnelles et politiques indispensables à l'élaboration de la pensée et d'une orientation révolutionnaires.

Le jugement d'ensemble porté par nous sur cette tendance, dans une de nos récents numéros d'Internationalisme, aussi sévère qu'il fut, était absolument fondé. Nous devons toutefois porter un correctif concernant son caractère définitif. La tendance Chaulieu ne s'est pas liquidé, comme nous le pressentions, mais a trouvé la force, avec un très long retard certes, de rompre avec l'organisation trotskyste et de se constituer en groupe autonome. Malgré le lourd héritage qui pèse sur ce groupe, ce fait constitue une donnée nouvelle - ouvrant des possibilités à son évolution ultérieure. L'avenir seul nous dira dans quelle mesure il constitue un apport à la formation du nouveau mouvement révolutionnaire. Mais dès à présent on doit leur dire qu'il ne saurait s'acquitter de cette tâche qu'à la condition préalable de se débarrasser complètement et au plus vite des tares qu'il a héritées du trotskysme dont se ressent encore le premier numéro de leur revue.

Il n'est pas dans notre intention de faire aujourd'hui une analyse approfondie et détaillée des positions du groupe "Socialisme et Barbarie" ... Nous y reviendrons une prochaine fois. Nous nous bornerons aujourd'hui à constater, à la lecture de ce premier numéro, que ce groupe est en pleine évolution, et que ses positions ne sont rien moins que fixées. Cela d'ailleurs ne saurait être retenu comme un reproche à son adresse; au contraire. Ce groupe semble plutôt tendre à se dégager de sa position fixe d'une troisième classe : la bureaucratie, et de la double antithèse historique ou capitalisme : le socialisme et le collectivisme bureaucratique. Cette position qui fut autrefois une unique raison d'être en tant que tendance, constituait en même temps une impasse, aussi bien dans le domaine de la recherche théorique que dans celui de l'action révolutionnaire pratique? C'est parce qu'il semble aujourd'hui abandonner, quoique partiellement et d'une façon confuse, cette conception d'une opposition historique entre l'étatisme et le capitalisme, et considérer l'étatisation plutôt comme une tendance inhérente au capitalis-

me dans la période présente, que ce groupe parvient à saisir plus correctement le problème du mouvement syndical présent de son intégration nécessaire à l'appareil de l'Etat.

Signalons une étude extrêmement intéressante de A. Carrier sur le cartel des Syndicats autonomes où par sa plume, le groupe Socialisme et Barbarie exprime pour la première fois "notre position sur le caractère historiquement révolutionnaire du syndicalisme comme arme prolétarienne contre le régime d'exploitation".

Cependant on saurait quelque peu surpris d'apprendre, après une aussi nette déclaration sur le caractère historiquement révolutionnaire du syndicalisme, que cette position ne nous (Socialisme et Barbarie) amène pas au refus de participation à tout vie syndicale. La raison de cette attitude pratique en contradiction de toute l'analyse faite du mouvement syndical est aussi formulée : "Nous allons où sont les ouvriers, non seulement parcequ'ils y sont, pour ainsi dire physiquement, mais parce que là ils luttent avec plus ou moins d'efficacité, contre toutes les formes d'exploitation." Par ailleurs, on justifie la participation aux syndicats par : "Nous ne nous désintéressons pas des questions revendicatives. Nous sommes convaincus qu'il existe en toute circonstance des mots d'ordre revendicatifs corrects qui, sans résoudre le problème de l'exploitation, assurent la défense des intérêts matériels élémentaires de la classe, défense qu'il faut organiser quotidiennement face aux attaques quotidiennes du Capitalisme". Et cela après avoir avec chiffres à l'appui démontré, que : "Le capitalisme est arrivé au point où il ne peut plus rien donner, où il ne peut que reprendre. Non seulement toute réforme est impossible, mais le niveau même de misère ne peut être maintenu". Dès lors la signification du programme immédiat change."

Toute cette étude sur "Le Cartel d'unité d'action syndicale" par ailleurs extrêmement intéressante, est en plus d'une analyse valable du syndicalisme dans la période présente, une manifestation encore plus saisissante de l'état de contradiction dans laquelle se trouve le groupe "Socialisme et Barbarie". L'analyse objective de l'évolution du capitalisme moderne vers l'étatisation, de l'économie et organisations économiques des ouvriers (analyse qui est celle des groupes dits Ultra-gauche, et dont nous sommes) se compare avec la vieille traditionnelle attitude subjective de participation et d'action dans les organisations syndicales, attitude héritée du trotskysme et de laquelle on n'est pas encore bien dégagée.

Une bonne partie de ce numéro 1 de "Socialisme et Barbarie" est consacrée à la polémique contre le P.C.I. (Trotskyiste). Cela se comprend fort bien. La sortie d'une organisation politique, à laquelle tout un passé de militants et de convictions se rattache, ne se fait pas sans certaine crise d'ordre affectif, et sans certaines récriminations personnelles,

tout cela est dans l'ordre des choses. Mais cette fois nous assistons à une polémique et à un ton de polémique hors de proportion et hors de mesure.

Nous pensons à cet article de CHAULIEU : "Les bouches inutiles" ; il s'agit de laver un membre du groupe, Lefort des accusations portées contre lui par la "Vérité". On comprend très bien que la vive indignation a dû provoquer cette sorte "d'accusation" pleine de sous entendus hypocrites et allusions malveillantes. Mais Chaulieu n'est pas parvenu à garder un certain niveau et dans sa réplique, il n'a fait que se plaire dans une regrettable grossièreté et vulgarité. Les jeux de mots sur les initiales de Pierre Frank, sont tout justes dignes de l'esprit d'un galopin de lycée, et n'ont vraiment pas de place dans une revue révolutionnaire. Une fois de plus nous sommes ici en présence d'une manifestation de cette décomposition qui em peste depuis des années la vie du mouvement ouvrier. La reconstitution d'un nouveau mouvement révolutionnaire a aussi pour condition, la libération de cette tradition pestiférante importée avec le stalinisme, et entretenue entre autres, avec le trotskysme. On n'insistera jamais assez sur l'importance de cet aspect "moral" qui est un des fondements d'un travail révolutionnaire dans l'immédiat et à l'avenir. C'est pourquoi nous étions si désagréablement impressionnés de trouver cette polémique malodorante s'étaler dans les colonnes du premier numéro de "Socialisme et Barbarie". Remarquons que pris dans le feu de la polémique, Chaulieu et ses amis, ont oublié de répondre à une des questions de fond, qui a fait éclore cette polémique, à savoir la possibilité de poursuivre la recherche des problèmes révolutionnaires au travers n'importe quelle revue, qui veut bien vous offrir ses colonnes.

Nous avons dans "l'Internationalisme" abordé déjà cette question et la conclusion à laquelle nous sommes arrivés est négative. Il existe aujourd'hui un problème angoissant d'absence des moyens d'expression pour la pensée révolutionnaire. Chaque militant révolutionnaire pensant, éprouve ce sentiment d'étouffement et ressent cette nécessité de briser avec l'imposition du silence auquel il est condamné. Mais au delà d'un problème subjectif, c'est un problème politique en relation avec la situation. Il ne s'agit pas de se soulager en déposant ses pensées n'importe où mais faire de sa pensée une arme efficace de la lutte de la classe prolétarienne. Lefort, Chaulieu et leurs amis se sont-ils demandés quel est le résultat d'une collaboration à des revues littéraires philosophiques ; genre "Les temps modernes de Sartre" ? En plus de cette collaboration révolutionnaire consciente, mais inévitable de sa pensée, une telle collaboration accréditée auprès des militants une revue, un courant idéologique en face de qui une plus grande réserve politique et idéologique est nécessaire. Au lieu de clarifier en distinguant les courants, on ne fait qu'augmenter la confusion. Il faut sou-même ne rien comprendre au problème des conditions de la recherche révolutionnaire, que de faire de Sartre et de sa revue, dont l'application politique de sa philosophie fait au niveau du R.D.R. ; le lieu et le milieu de la discussion sur rôle joué par Trotsky et le trotskysme dans la dégénérescence de l'Internationale communiste. La recherche théorique révolutionnaire ne doit pas être sujet de conversation de salon, ni servir aux littérateurs

de "gauche" en mal de thème... que. Aussi pitoyables soient les moyens d'expression du prolétariat révolutionnaire, c'est uniquement dans ce cadre que se fait l'oeuvre d'élaboration de la théorie de la classe, Travailler à améliorer, développer ces moyens d'expression est la seule voie pour le militant pour rendre sa pensée-action effective. Chercher à se servir des moyens d'expression autres que ceux des organismes de sa classe, dénote toujours une tendance intellectualiste et petite bourgeoise. Le fait que ce problème ait été complètement négligé dans la polémique faite par "Socialisme et Barbarie", prouve qu'il n'a même pas été saisi, sans parler déjà de sa solution, et dans quels sens, Ceci aussi est, à notre avis, très significatif.

X X
XX

Avant d'entreprendre l'examen critique des positions défendues par le groupe " Socialisme ou Barbarie ", nous croyons qu'il est nécessaire de s'arrêter un instant sur un autre point, qui est lui aussi hautement caractéristique: la manière de se présenter de ce groupe. On aurait tort de considérer cet aspect comme une chose sans importance. L'idée qu'on a de soi même, et l'appréciation qu'on porte sur les autres groupes, sont intimement liées aux conceptions générales que l'on professe. C'est souvent cet aspect, qui apparaît comme le meilleur révélateur de la nature d'un groupe. Il est en tous les cas un terme indispensable permettant de saisir immédiatement et sur le vif la conception profonde d'un groupe.

Voici deux passages extraits de l'article de tête du premier numéro de la revue, article constituant en quelque sorte, le credo, la plateforme politique du groupe.

Parlant du mouvement ouvrier actuel, et après avoir constaté la complète alienation des masses aux idéologies anti-ouvrières, la revue écrit :

" Seules semblent surnager, dans ce naufrage universel, des faibles organisations telles que la " 4^e Internationale " les Fédérations anarchistes, et les quelques groupements dits "ultra gauche" (Bordighistes, Spartakistes, Communistes des Conseils). Organisations faibles, non pas à cause de leur maigreur numérique - qui en soit ne signifie rien, et n'est pas un critère - mais avant tout par leur manque de contenu politique et idéologique. Reliant du passé beaucoup plus qu'anticipation de l'avenir, ces organisations se sont trouvées absolument incapable déjà de comprendre le développement social du 20^e siècle, et encore moins de s'orienter positivement face à celui-ci".

Et après avoir énuméré la faiblesse du trotskisme et de l'anarchisme, l'article continue quelques lignes plus loin :

" Enfin, les groupements " ultra-gauches " soit cultivent avec passion leurs déformations de chapelle, comme les Bordighistes, allant parfois jusqu'à rendre le prolétariat responsable de leur propre piétinement et de leur incapacité, soit, comme les "Communistes des Conseils" se contentent de tirer de l'expérience du passé des recettes pour la cuisine " socialiste " de l'avenir.

" Malgrés leurs prétentions délirantes, aussi bien la " IV^e Internationale " que les anarchistes et les ultra-gauches ne sont en vérité que des souvenirs historiques, des croustes minuscules sur les plaies de la classe, vouées au dépèrissement sous la poussée de la peau neuve qui se prépare dans la profondeur des tissus. - Socialisme ou Barbarie, N°1 page 9 -

Voilà ce qui concerne les autres tendances et groupes existants. On comprend qu'après un jugement si sévère, une condamnation sans appel des autres, l'on se présente soi-même en ces termes/:

" En nous présentant aujourd'hui par le moyen de cette revue, devant l'avant garde des ouvriers manuels et intellectuels, nous savons être les seuls à répondre d'une manière systématique aux problèmes fondamentaux du mouvement révolutionnaire contemporain; nous pensons être les seuls à reprendre et à continuer l'analyse marxiste de l'économie moderne, à poser sur une base scientifique le problème du développement historique du mouvement ouvrier et de sa signification, à définir le stalinisme et en général la bureaucratie "ouvrière" à caractériser la troisième Guerre Mondiale, à poser enfin de nouveau, en tenant compte des éléments originaux créés par notre époque, la perspective révolutionnaire. Dans des questions de telle envergure, il ne peut s'agir ni d'orgueil ni de modestie... Nous pensons que nous représentons la continuation vivante du marxisme dans le cadre de la société contemporaine. Dans ce sens nous n'avons nullement peur d'être confondus avec tous les éditeurs de revues marxistes "clarificateur" "hommes de bonne volonté" discutailleurs et bavards de tout acabit. Si nous posons des problèmes, c'est que nous pensons pouvoir les résoudre." (soulignés par nous)

Voilà un langage ou la prétention, la flatterie sans borne de soi, n'a d'égal que l'ignorance dans laquelle ils se trouvent en ce qui concerne le mouvement révolutionnaire, les groupes et tendances, leurs travaux et leurs luttes théoriques, dans ces dernières 30 années. L'ignorance explique bien des choses, mais elle ne saurait justifier et encore moins servir de titre de gloire. De quel titre le groupe "Socialisme ou Barbarie" s'autorise-t-il à parler avec une telle désinvolture du passé récent du mouvement révolutionnaire, de ses luttes internes, et des groupes, dont le seul tort est d'avoir posé avec quelque dix ou vingt ans d'avance, les problèmes que dans son ignorance il croit avoir découvert aujourd'hui. Le fait d'être venu à la vie politique tout récemment au cours des années de la guerre, et encore au travers de l'organisation politiquement corrompue du trotskisme, dans le borbier duquel il a patagé jusqu'en 1949, ne saurait être invoqué comme certificat d'honneur, comme une garantie de maturité politique. L'arrogance du ton est un témoignage de plus de l'ignorance facilement constatable de ce groupe, qui ne s'est pas encore suffisamment libéré du mode de pensée et de discussion du trotskisme. Car s'il en était autrement, ce s'apercevrait facilement que les idées qu'il énonce aujourd'hui, et qu'il considère comme son œuvre originale, ne sont pour la plupart qu'une reproduction plus ou moins heureuse des idées émises par les courants de gauche de la III^e Internationale, (Opposition ouvrière russe, Spartakistes d'Allemagne, Communistes de Conseils de Hollande, la Gauche Communiste d'Italie) depuis et au cours des vingt-cinq dernières années.

Si au lieu de se contenter de bribes de connaissance, et souvent seulement de oui-dire, le groupe "Socialisme ou Barbarie" s'était donné la peine d'étudier plus à fond les documents nombreux, mais difficiles à trouver, de ces courants de gauche, il aurait peut-être perdu de sa prétention à l'originalité, mais aurait assurément gagné en profondeur.

Il aurait aussi évité bien des sottises et des tatonnements. Ce qu'il aurait perdu en morgue, il l'aurait largement compensé en connaissance et en sérieux.

Est-ce à dire que ces courants dans le passé, ou les groupes qui les continuent à ce jour, ont apporté les réponses définitives aux problèmes posés au mouvement ouvrier dans la période présente? Non point. Ce serait même leur faire injure que de leur attribuer pareille prétention. Leurs travaux théoriques peuvent et doivent être dépassés. Mais ce dépassement ne peut se faire qu'à partir des travaux de ces courants, et non en partant de n'importe où, et surtout pas à partir du trotskisme. L'étude, l'assimilation et la critique de ces travaux sont la condition indispensable de tout mouvement pas en avant.
nouveau

Depuis 1917, le capitalisme est entré dans une phase nouvelle de son existence, sa décadence. De profondes modifications structurelles économiques et politiques, s'ensuivent dans la société qui posent devant le prolétariat, de nouveaux problèmes, et de nouvelles conditions pour sa lutte révolutionnaire. Ces problèmes historiques nouveaux étaient nécessairement demeurés inconnus à Marx et aux théoriciens marxistes du passé. C'est en s'efforçant de comprendre les données de la nouvelle période, que les révolutionnaires pourraient efficacement intervenir et aider le prolétariat à agir en vue de sa tâche historique d'émancipation de l'humanité. Cet effort, les groupes révolutionnaires l'accomplissent depuis 25 ans, à l'écart des activités tapageuses, stériles et nuisibles des trotskistes de tout acabit. En orientant et en maintenant leur effort dans cette direction, ces groupes ont apporté une réelle contribution, indispensable à l'action ultérieure du prolétariat.

Loin d'être des croûtes du passé, ils sont des pionniers, dont l'enseignement doit servir de guide aux révolutionnaires d'aujourd'hui, qui comme eux, doivent s'efforcer d'apporter, à leur tour, une contribution à l'élaboration du programme de la Révolution.

Il est temps de cesser de considérer le mouvement ouvrier comme une foire où les divers groupes se font concurrence. Nous souhaitons et espérons que "Socialisme ou Barbarie" se libérera au plus vite de cet esprit que nous regrettons d'y trouver encore. Alors seulement, il pourrait être un apport réel au mouvement. C'est dans cet espoir que nous allons suivre l'activité ultérieure du nouveau groupe "Socialisme ou Barbarie".

MARC.